



DOSSIER

Semaine Africaine de l'Énergie: L'APPO participe

AEB

Les Pays Membres s'engagent

HISTOIRE

1973: Le Premier Choc Pétrolier

GEPetrol accueille l'APPO NOC CEOs FORUM

Sous la présidence de
Theresa Isabel Nnang Avomo



LA TOUR APPO



LES PAYS MEMBRES DE L'APPO

ALGERIE	CAMEROUN	CÔTE D'IVOIRE	GHANA	NAMIBIE	SENEGAL
ANGOLA	CONGO	EGYPTE	GUINEE EQUATORIALE	NIGER	AFRIQUE DU SUD
BENIN	RD CONGO	GABON	LIBYE	NIGERIA	TCHAD



VISITEZ NOTRE SITE WEB

www.apposecretariat.org

EDITORIAL

Vers l'OTC africain



*Dr Omar Farouk Ibrahim
SG de l'APPO*

La Conférence sur la technologie off-shore, OTC, qui se tient chaque année à Houston, au Texas, depuis 1969, attire des milliers d'acteurs de l'industrie pétrolière et gazière africaine - des décideurs, y compris des Ministres et des

hauts fonctionnaires, des opérateurs, y compris des PDG de SNH et d'organismes de réglementation, des capitaines de l'industrie, des chercheurs en énergie et des journalistes. Lors de chaque OTC, des sessions spéciales sont consacrées aux questions pétrolières et gazières africaines. La beauté de l'OTC est qu'il s'agit d'une conférence véritablement à guichet unique où le meilleur de tous les aspects de l'industrie pétrolière et gazière est visible par tous. Les documents techniques bien documentés qui sont présentés et les conversations intellectuellement stimulantes

autour de l'industrie sont des attraits suffisants pour l'OTC. Mais ce qui est encore plus attrayant, c'est le fait que l'OTC offre une plateforme pour l'affichage des derniers développements technologiques de l'industrie. Les exposants ont toujours quelque chose de nouveau à montrer sur les percées réalisées par l'industrie depuis le dernier OTC.

Sur le continent africain, les conférences sur l'énergie sont devenues populaires, presque tous les pays producteurs de pétrole et de gaz ayant plusieurs conférences sur le pétrole et le gaz par an. Bien que l'APPO apprécie les différents groupes qui organisent des conférences sur l'énergie sur le continent, conscients de leurs contributions à la sensibilisation et à l'attraction d'investissements dans l'industrie, nous sommes également préoccupés par la valeur ajoutée de certaines de ces conférences, surtout lorsque l'on se rend compte que les délégués, les conférenciers et les exposants cibles sont les mêmes. Nos Ministres et les PDG des SNH doivent pouvoir trouver le temps



**African
Energy
Week**

de faire le travail pour lequel ils sont là. Nos SNH et autres exposants doivent avoir le temps de se concentrer sur la croissance de l'industrie.

Ces préoccupations ont motivé la décision du Conseil des Ministres de l'APPO de demander que les conférences sur l'énergie sur le continent soient systématisées de manière à ce qu'il n'y ait pas de conflits dans les dates des conférences ou à les rapprocher les unes des autres. De préférence, selon le Conseil, les différents organisateurs d'événements devraient mettre en commun leurs ressources pour organiser un véritable événement panafricain sur l'Énergie. Il convient de noter que OTC à Houston n'est pas organisée par une seule entreprise, mais par un groupe de 15 entreprises engagées dans le développement de l'industrie pétrolière et gazière.

Au cours des deux dernières années, le Secrétariat a travaillé assidûment avec certains des principaux acteurs des événements énergétiques sur le continent pour répondre à ces préoccupations. Nous sommes d'accord pour organiser des conférences sur l'énergie qui vont au-delà des discussions et de l'exposition de technologies qui ne sont pas développées en Afrique. Nous voulons reproduire l'OTC, à Houston, où les discussions vont de pair avec les innovations réalisées sur le continent africain. L'APPO encouragera et soutiendra les conférences nationales et régionales. Mais notre objectif est d'établir un événement énergétique véritablement inclusif et



continental où les participants verront toujours quelque chose de nouveau chaque année. Et cet événement tournera à travers les différentes sous-régions du continent. L'APPO a soutenu que la solution aux défis imminents que la Transition Énergétique Mondiale pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine réside dans une coopération et une collaboration accrues, et non dans une concurrence malsaine et la dissipation de nos ressources limitées.

Nous félicitons le Conseil d'Administration et la Direction de la Chambre Africaine de l'Énergie, organisateurs de la Semaine Africaine de l'Énergie, ainsi que Sankofa Limited, les propriétaires et organisateurs de la Semaine Africaine du Pétrole, pour leur compréhension et leur engagement pour la cause de l'industrie africaine de l'énergie.



S O M

Editeur

Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO
Adresse : Centre-Ville 76, Av. Amilcar Cabral, Brazzaville,
Congo-Brazzaville
Téléphone : +242 06 563 5927
Contact : info@apposecretariat.org

Site internet : www.apposecretariat.org

Visitez le site web de l'APPO pour les dernières nouvelles et informations sur l'Organisation.

Nous sommes également disponibles sur Twitter, Facebook, Instagram, LinkedIn et YouTube.

Composition et objectifs de l'APPO

L'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) est une organisation intergouvernementale, créée le 27 janvier 1987 par huit pays africains à Lagos, en République Fédérale du Nigéria pour servir de plateforme de coopération et d'harmonisation des efforts, de collaboration, partage de connaissances et d'expertise entre les pays africains producteurs de pétrole. Sa mission est de promouvoir la coopération dans le domaine des hydrocarbures de ses Pays Membres et d'autres institutions mondiales afin de favoriser une collaboration et des partenariats fructueux tout en utilisant le pétrole comme catalyseur pour la sécurité énergétique, le développement durable et la diversification économique en Afrique. L'APPO aspire à être la référence mondiale et l'institution leader sur les questions liées aux hydrocarbures en Afrique. L'Organisation est composée aujourd'hui de 18 Pays Membres : L'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée Équatoriale, le Gabon, le Ghana, la Libye, la Namibie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Tchad. La République Bolivarienne du Venezuela est un Membre Honoraire de l'APPO.

CONFÉRENCE / AUDIENCE

Le Nigéria pour accueillir l'AEB	8
18 ^{ème} Réunion du Conseil Exécutif à Brazzaville	10
Le Venezuela renouvèle son engagement pour l'APPO	12

VISITE DANS LES PAYS MEMBRES

Visite dans un PM & Tournée AEB au Tchad	14
Visite dans un PM & Tournée AEB au Niger	16
Le SG de l'APPO visite le Nigéria	18

DANS L'ACTUALITÉ

Forum APPO des PDG des SNH à Malabo	20
2 ^{ème} Réunion sur le questionnaire annuel de l'APPO	22
Le West African Energy Summit à Accra	24
L'Angola Oil & Gas 2024	26
Quand l'IA change la donne	28
Minéraux critiques : Une opportunité en or pour l'Afrique	30

DOSSIER

Semaine Africaine de l'Énergie (AEW) 2024	32
Un important événement parallèle pour l'APPO	33
3 Questions à NJ Ayuk au sujet de AEW	34
Focus sur l'AEC	36



12



18



30

M A I R E



ECHOS DES PAYS MEMBRES

L'Afrique du Sud, un acteur incontournable du paysage énergétique africain **38**

PORTRAIT

S.E. Diamantino Pedro Azevedo : MIREMPET, Angola **40**

S.E. Adolphe Moudiki, ADG de la SNH, Plenipotentiaire du Cameroun au CM de l'APPO & Président de l'APPO **42**

NOS ÉTUDES

Note sur l'industrie pétrochimique en Afrique **44**

ANALYSE

Optimiser les accords de partenariat en amont **46**

LE SAVIEZ-VOUS ?

M. Mohamed Souidi, 1^{er} Secrétaire Exécutif de l'APPA **48**

HISTOIRE

1973 : Le premier choc pétrolier **50**

INFORMATION PRATIQUE

Limiter le gaspillage de carburant **52**

Cabinet du Secrétaire Général de l'APPO

Secrétaire Général : Dr. Omar Farouk Ibrahim

Chef de Cabinet : M. Bakary Traoré

Conseiller Juridique : M. Bakamba Loguelko

Rédactrice en Chef : Mme Carmen Fifamè Toudonou

Division Recherche

Directeur : Dr. Taher M. O. Najah

Chef de l'Unité des Études sur l'Énergie : Mme Temilola George

Chef de l'Unité de la Coopération Technique : M. Tchananti Sahgui Tiatti

Division des Services d'Appui

Directrice : Mme Philomena A. Ikoko

Chef de l'Unité Administration, Informatique et ressources de l'Organisation : Mme Chimdimma Okpara

Ont collaboré à ce numéro :

Mme Gosetseone Leketi Florence

M. Anicet Edzang

M. Serge Désiré Kohemun

M. Djibril Gueye

M. Viven Walter Kessi

M. David Raymond Edet

Couverture

La couverture de ce numéro montre la photo de Mme Teresa Isabel Nnang Avomo, PDG de GEPetrol lors de la 6^e réunion du Forum des PDG des SNH de l'APPO, le 24 septembre 2024 à Malabo, réunion au cours de laquelle elle a pris les rênes du Forum (Voir l'article en page 20).

VOIR AUSSI NOTRE SUPPLÉMENT CULTUREL : OLÉODUC CULTUREL, EN MILIEU DE MAGAZINE.



40



50



52

La 45^{ème} Session du Conseil des Ministres de l'APPO donne au Nigéria le droit d'accueillir la Banque Africaine de l'Énergie

La 45^{ème} Session Extraordinaire du Conseil des Ministres de l'APPO qui s'est tenue en vidéoconférence le jeudi 4 juillet 2024 a choisi Abuja, au Nigéria, pour accueillir le siège de la Banque Africaine de l'Énergie, AEB. La Session a été présidée par S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua, Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, et Vice-Président du Conseil des Ministres de l'APPO.



Le Ministre S.E. Bruno Jean Richard Itoua présidant la 45^{ème} Session du Conseil des Ministres de l'APPO

Le Conseil des Ministres de l'APPO s'est réuni (virtuellement) pour sa 45^{ème} Session Extraordinaire le 4 juillet 2024. Le seul point à l'ordre du jour de la Session Extraordinaire était le choix du pays siège pour abriter la Banque Africaine de l'Énergie. Sept Pays Membres de l'APPO ont exprimé leur intérêt à accueillir la Banque. Il s'agit de l'Algérie, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, du Ghana, du Nigéria et de l'Afrique du Sud. L'Égypte a retiré sa candidature. Un Comité de sélection de haut niveau, composé de Ministres de certains pays qui n'avaient pas manifesté d'intérêt pour l'accueil du siège, a été mis en place. Il s'agissait des Ministres de l'Angola, de la Libye, du Sénégal et du Venezuela, Pays Membre Ho-

noraire de l'APPO. Des critères objectifs ont été établis pour évaluer les offres. Il s'agit notamment de facteurs socio-économiques tels que l'accessibilité, la sécurité, le développement économique, l'engagement envers la Banque, comme en témoigne le paiement du capital social alloué, etc. Le Comité, présidé par le Ministre du Pétrole et du Gaz de la Libye, a évalué les critères de candidature, y compris l'envoi d'équipes techniques dans les différents pays pour inspecter et faire rapport sur les bâtiments proposés comme siège social. Le Comité a examiné toutes les soumissions et a soumis son rapport et ses recommandations au Conseil des Ministres pour examen et décision.

Prioriser l'intérêt de l'industrie

Dans son allocution d'ouverture, S.E.M. Bruno Jean Richard Itoua a félicité tous les pays qui ont exprimé leur intérêt à accueillir le Siège pour leur engagement envers la cause de l'Organisation, notant que, quel que soit l'endroit où se trouve le Siège, l'intérêt de l'industrie et de tous les Pays Membres doit être primordial dans le travail de la Banque.

Il a en outre félicité les Pays Membres qui ont déjà commencé à payer leurs souscriptions au capital social de la Banque, affirmant qu'il s'agit de la meilleure expression de confiance dans le projet et a assuré que l'AEB servira au mieux les intérêts de l'industrie en Afrique.

Les engagements du Nigéria

Le Président de l'APPO, tout en félicitant le Nigéria d'avoir obtenu le droit d'accueillir l'AEB, a exhorté le pays à veiller à ce que toutes les installations nécessaires soient fournies pour le décollage rapide et efficace de la Banque. En réponse à la décision du Conseil des Ministres, le Ministre d'État du Nigéria aux Ressources pétrolières, au Pétrole, le Sénateur Heineken Lokpobiri a assuré au Conseil que le Nigéria dépassera les attentes. Il a exprimé sa gratitude à ses collègues pour l'unanimité dans la décision d'accorder au Nigéria le droit d'accueil. L'AEB est une institution financière internationale créée conjointement par l'APPO et Afreximbank dans le but de relever le défi de financement auquel l'industrie pé-

trolière et gazière africaine est confrontée à la suite de la Transition Énergétique, au nom de laquelle les financiers traditionnels de l'industrie pétrolière et gazière mondiale ont décidé d'abandonner l'industrie surtout en Afrique. L'AEB, une fois pleinement établi, sera une institution financière supranationale similaire à d'autres institutions spécialisées dans le financement du développement et se concen-



tera sur la fourniture de fonds pour des projets énergétiques sur le continent africain. Bien qu'elle se concentre sur l'industrie pétrolière et gazière, la Banque est ouverte aux investissements dans toutes les autres formes d'énergie, y compris les énergies renouvelables.

La 18^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil Exécutif de l'APPO à Brazzaville

La 18^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil Exécutif de l'APPO s'est tenue les 10 et 11 juillet 2024 à Kintélé en République du Congo. Seize Pays Membres sur dix-huit, dont quatorze en présentiel, étaient représentés.

La Réunion a été précédée de deux jours de rencontres préparatoires. C'est ainsi que le Comité de la stratégie à long terme de l'APPO, le Comité d'audit du Conseil Exécutif, le Comité du budget et des finances du Conseil Exécutif ainsi que le Forum des Points Focaux juridiques ont tenu leurs réunions et présenté leurs rapports à la plénière. Une séance stratégique et de brainstorming a eu lieu pour évaluer la performance de l'organisation depuis la réforme de l'APPA à l'APPO. La session s'est concentrée sur la préparation du Secrétariat à relever les défis identifiés posés par la Transition Énergétique Mondiale à l'industrie pétrolière et gazière africaine. Son Excellence le Professeur Emmanuel Ibe Kachwikwu, ancien Ministre d'État aux Ressources Pétrolières de la République Fédérale du Nigeria, qui a joué un rôle clé dans la réforme de l'APPA à l'APPO, a assisté à cette session des experts du pétrole et du gaz. Le professeur Kachikwu a été nommé par le Conseil des Ministres de l'APPA pour diriger la réforme de l'APPA. Une autre personne ressource experte était le Dr NJ Ayuk, Président Exécutif de la Chambre Africaine de l'Énergie, organisatrice de la Semaine Africaine de l'énergie. Enfin, la retraite a bénéficié de la riche expérience du Professeur Olubayi Olubayi, expert en gestion du changement et Président du Conseil d'Administration de l'Université Cavendish, en Ouganda.

Des décisions importantes à soumettre au prochain Conseil des Ministres

La cérémonie d'ouverture a été présidée par S.E. M. Bruno Jean Richard Itoua, Ministre des Hydrocarbures de la République du Congo et Vice-Président de l'APPO. Dans son allocution, le Ministre Itoua a exprimé la reconnaissance du Conseil des Ministres au Conseil Exécutif pour l'excellent travail qu'il a accompli au cours des deux dernières années, et qui a permis de changer le visage de l'APPO. Il a notamment félicité le Secrétariat de l'APPO et l'AEICorp, sous la direction du Conseil Exécutif,

pour l'exécution du mandat du Conseil des Ministres de négocier avec Afreximbank la création de la Banque Africaine de l'Énergie. Le Ministre ITOUA a également salué toutes les autres initiatives entreprises par l'APPO dans le but de trouver des solutions pratiques aux défis posés par la Transition Énergétique, avec un accent particulier sur la création de la Banque Africaine de l'Énergie, la réflexion pour la mise en place de centres d'excellence dans le domaine du pétrole et du gaz à travers le continent, et les efforts visant à réaliser le système d'oléoducs en Afrique centrale, CAPS, un projet promu conjointement par l'APPO et le Forum des entreprises de l'énergie en Afrique Centrale, CABEF, dont le ministre Itoua a joué un rôle clé dans sa conceptualisation. Le Ministre Itoua a exhorté le Conseil à continuer de travailler en harmonie avec le Secrétariat afin que l'APPO continue d'exceller. Il a félicité le Secrétaire Général, dont la vaste expérience des relations internationales dans le domaine de l'énergie a jeté des bases solides pour l'APPO après la réforme.

Atténuer les défis de la Transition Énergétique

Dans son discours, le Dr Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'APPO, a exprimé sa gratitude au Ministre Itoua pour le soutien et les conseils continus qu'il a reçus de lui, affirmant qu'à de nombreuses reprises, il a dû s'adresser au Ministre pour que certaines questions soient résolues. Il a félicité le Conseil des Ministres pour l'appui et la confiance qu'il a accordés au Secrétariat sous sa direction. Il a tout particulièrement remercié le Conseil des Ministres pour le soutien accordé aux méthodes novatrices de gestion du Secrétariat. Le Secrétaire Général a également félicité le Conseil Exécutif pour le soutien et les conseils constants qu'il apporte au Secrétariat. A noté que les relations cordiales qui existent entre le Conseil et le Secrétariat expliquent le succès que l'Organisation a enregistré jusqu'à présent. Il a déclaré que, d'après son expérience, d'abord en tant que

membre du personnel de direction de l'OPEP, puis en tant que gouverneur de l'OPEP et membre du Conseil Exécutif du GECF, le moyen le plus sûr de progresser dans la gestion des organisations internationales est d'assurer la confiance et l'harmonie entre le Secrétariat et le Conseil. Cette expérience a été son principe directeur dans la gestion du Secrétariat depuis son entrée en fonction en 2020. Il a ensuite rappelé les défis majeurs posés par la Transition Énergétique à l'industrie pétrolière et gazière en Afrique et les actions concrètes entreprises par l'APPO pour y remédier. Il s'agit du financement de projets pétroliers et gaziers, de l'acquisition et de la maîtrise de technologies et d'expertises pétrolières et gazières, et du dernier défi des marchés et des infrastructures pétrolières et gazières. Le Secrétaire Général a évoqué les efforts visant à établir la Banque Africaine de l'Énergie, à créer des centres régionaux d'excellence dans divers secteurs de l'industrie et à mettre en place un système complet de pipelines d'énergie en Afrique Centrale, le Système de pipelines d'Afrique Centrale, CAPS, qui reliera 11 États d'Afrique Centrale par des gazoducs de pétrole brut, de produits et de gaz, ouvrant ainsi la voie au développement du marché de l'énergie régional et éventuellement continental.

Ordre du jour de la Réunion

S'agissant de l'ordre du jour de la réunion, le Président du Conseil Exécutif et Membre du CE pour la République du Congo, M. Stev Simplicite Onanga, a informé les participants qu'ils étaient réunis à Kintele pour examiner les performances du Secrétariat pour le premier semestre de l'année et fournir des orientations au Secrétariat dans la préparation de son programme de travail et de son budget pour 2025. Il a également exprimé sa gratitude et celle des membres du Conseil Exécutif à Son Excellence le Ministre Bruno Jean Richard Itoua, pour le soutien sans pareil que

l'APPO a reçu de sa part et de celle de la République du Congo et s'est félicité de l'atmosphère de travail propice créée par Son Excellence le Ministre pour la tenue des réunions du Conseil.

Réalisations du Secrétariat de l'APPO

Le Secrétariat de l'APPO a présenté son recueil de rapports, y compris une mise à jour sur le niveau de mise en œuvre des résolutions ministérielles 302 à 320, une mise à jour sur la mise en œuvre des décisions de la 16^{ème} réunion du CE et le programme de travail du Secrétariat pour 2024 et le budget correspondant. Il a approuvé la mise à jour du SIP et les recommandations du Comité de stratégie à long terme de l'APPO, dont un rapport actualisé sera soumis à la prochaine réunion du Conseil Exécutif. D'un point de vue juridique, les recommandations du Forum des Points Focaux juridiques visant à modifier certaines dispositions des documents statutaires ont été présentées. Le Conseil a approuvé les amendements proposés et a décidé de les soumettre à la prochaine session du Conseil des Ministres pour examen et approbation. Après avoir examiné les développements au sein de l'Africa Energy Investment Corporation, AEICorp, le Conseil Exécutif a décidé de faire appel à un cabinet d'audit professionnel pour auditer les finances et la gouvernance du Fonds APPA et de l'AEICorp depuis 2015. Le Conseil Exécutif a demandé au Secrétariat et à AEICorp de poursuivre leurs efforts en vue de voir le décollage effectif de la Banque Africaine de l'Énergie. Enfin, le Conseil Exécutif a convenu de se réunir à nouveau (par vidéoconférence) le jeudi 18 juillet 2024 pour discuter des questions liées à l'AEICorp. Le Conseil a également décidé que sa prochaine réunion ordinaire aura lieu à Yaoundé le 30 octobre 2024 en prélude à la 46^e session ordinaire du Conseil des Ministres prévue le 1^{er} novembre 2024.

RÉUNIONS STATUTAIRES 2024

La 19^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil Exécutif de l'APPO aura lieu le 30 octobre 2024, en prélude à la 46^e session ordinaire du Conseil des Ministres, prévue le 1^{er} novembre 2024 à Yaoundé, au Cameroun. Cette réunion du Conseil Exécutif sera précédée, le lundi 28 octobre 2024, par la Réunion du Comité d'Audit du Conseil exécutif (EBAC), dont les membres sont : le Cameroun (Président), la Guinée équatoriale et l'Afrique du Sud. Ce sera l'occasion de faire le point sur les conclusions de la dernière réunion de l'EBAC et d'examiner le rapport du Commissaire aux comptes pour 2023. La réunion de la Commission du Budget et des Finances (B&FC) du Conseil Exécutif (Égypte – Président, Angola et Bénin) est également prévue pour le même lundi. Plusieurs points sont à son ordre du jour, dont l'examen du programme de

travail et du budget de l'APPO pour 2025. Le mardi 29 octobre aura lieu la Réunion du Comité de Stratégie à long terme de l'APPO. La 19^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil Exécutif débutera le mercredi 30 octobre par une session plénière. La cérémonie d'ouverture est prévue pour être présidée par S.E.M. Adolphe Moudiki, Administrateur Directeur Général de la Société Nationale des Hydrocarbures du Cameroun (SNH), Plénipotentiaire du Cameroun auprès du Conseil des Ministres de l'APPO et Président du Conseil des Ministres de l'APPO. La réunion examinera et adoptera les rapports du Secrétaire Général ainsi que les rapports des différents comités du Conseil Exécutif et du Comité de stratégie à long terme. La réunion délibérera également sur les préparatifs pour le décollage de la Banque Africaine de l'Énergie.



Le Venezuela renouvelle son engagement envers l'APPO

La nouvelle Ambassadrice de la République Bolivarienne du Venezuela en République du Congo, Son Excellence Mme Laura Suarez, a effectué une visite de courtoisie au Secrétariat de l'APPO le 31 juillet 2024. Elle a été reçue par Son Excellence Dr. Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général.



Le Venezuela n'est pas devenu Membre d'Honneur de l'APPO pour des raisons de forme, mais plutôt dans le but de forger des relations plus étroites entre l'Afrique et le continent sud-américain. C'est le sens qu'il convient de donner à la visite de courtoisie effectuée par Son Excellence l'Ambassadrice Laura Suarez au Secrétaire Général de l'APPO à Brazzaville. Très honoré par cette visite, le Dr Omar Farouk Ibrahim n'a pas manqué de saluer, d'emblée, la collaboration exemplaire entre le Venezuela et l'APPO. Evoquant les défis auxquels le continent africain est confronté en raison de la Transition Énergétique, il a présenté à l'Ambassadrice les différentes solutions que propose l'APPO. Ainsi, concernant le défi du financement de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique, Dr. Farouk a présenté à

l'Ambassadeur une mise à jour sur l'avancement de la mise en place de la Banque Africaine de l'Energie. En ce qui concerne le défi technologique, il a noté que l'APPO travaille à la mise en place de centres d'excellence, tandis que l'organisation et le CABEF font la promotion du système d'oléoducs en Afrique Centrale, CAPS, pour relever le défi du marché et de l'infrastructure du marché. Le Secrétaire Général de l'APPO a également souligné qu'au lieu de déplorer les défis que la Transition Énergétique pose à leur industrie pétrolière et gazière, les Africains devraient se pencher sur les opportunités qu'elle leur offre pour enfin utiliser l'énergie qu'ils produisent pour sortir le Continent de la pauvreté énergétique. Il a appelé à un partenariat renforcé entre l'APPO et le Venezuela.

Venezueliens, mais Africains

L'Ambassadrice, pour sa part, a exprimé sa gratitude à l'APPO pour les nouvelles initiatives qu'elle a mises en place pour que l'Afrique s'approprie et prenne le contrôle de ses ressources énergétiques. Elle a particulièrement félicité l'APPO pour la création de la Banque Africaine de l'Énergie, qui, selon elle, changera la donne pour le continent africain et ses populations, en particulier en cette période de Transition Énergétique.



Profil de LAURA EVANGELIA SUÁREZ

Laura Evangelia Suárez est née le 27 décembre 1971 à Caucagua, dans l'État de Miranda, en République Bolivarienne du Venezuela. Elle est titulaire d'une maîtrise en politique étrangère vénézuélienne de l'Institut de Hautes Études Diplomatiques « Pedro Gual » de Caracas, en République Bolivarienne du Venezuela. Elle est titulaire d'un Master international en processus de migration, de diversité et d'intégration interculturelle, diplômée de l'Institut international d'études mondiales pour le développement humain, Royaume d'Espagne

populations, en particulier en cette période de Transition Énergétique. « Nous sommes Venezueliens, mais nous sommes Africains », a déclaré S.E. Mme Laura Suarez, rappelant l'héritage de liberté et d'affection du commandant Hugo Chavez pour le continent africain. Elle a assuré le Secrétaire Général que le Venezuela est prêt à apporter tout le soutien possible pour aider l'APPO dans ses efforts visant à renforcer son industrie pétrolière et gazière, notant que le Venezuela est l'un des premiers pays à découvrir et à commencer à produire du pétrole, et qu'il possède les plus grandes réserves de pétrole au monde. L'Ambassadrice a également transmis un message du Ministre Vénézuélien des Hydrocarbures, S.E. Pedro Rafael Tellechea, au Secrétaire Général, assurant l'APPO de la volonté du Venezuela de partager ses nombreuses années d'expérience dans l'industrie pétrolière et gazière avec l'APPO. Il a été convenu qu'une commission bipartite sera prochainement mise en place, entre le Ministère des Hydrocarbures du Venezuela et l'APPO, pour travailler sur une feuille de route régissant la coopération entre le Venezuela et l'APPO. Il convient de rappeler que la République Bolivarienne du Venezuela a été admise en tant que premier et jusqu'à présent seul pays non africain Membre Honoraire de l'APPO depuis 2021.

Leurs Excellences Mme Laura Suarez et Dr Omar Farouk Ibrahim

2021. Elle est également titulaire d'un Diplôme en Études Internationales de l'Universidad Central de Venezuela (2006). Diplomate de carrière avec le rang de conseillère au Ministère Populaire des Affaires Étrangères, elle a été spécialiste du Moyen-Orient au sein du cabinet du Vice-Ministre pour l'Asie, le Moyen-Orient et l'Océanie du Ministère du Pouvoir Populaire chargé des Affaires Étrangères entre 2022 et 2024, Directrice Générale du Bureau de l'Intégration et des Affaires Internationales et Directrice des Mécanismes de Coopération du Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Eau en 2021. Laura Evangelia Suárez a occupé des postes au sein du Conseil Juridique du Ministère du Pouvoir Populaire pour les Affaires étrangères en 2020. Elle est l'auteure de nombreuses publications dont « Haïti au milieu du labyrinthe : Assassinat du Président Jovenel Moïse », juillet 2023 et « Construire une nouvelle diplomatie bolivarienne avec une perspective de genre », novembre 2023.

Visite dans un PM et Tournée AEB

République du Tchad

Une délégation de l'APPO conduite par le Secrétaire Général, Dr. Omar Farouk Ibrahim, a effectué, du 19 au 20 août 2024, une visite dans le Pays Membre de l'APPO, la République du Tchad. Ce voyage s'inscrit dans le cadre de la Campagne de Mobilisation des fonds propres et de la sensibilisation pour la ratification des Documents Fondateurs de la Banque Africaine de l'Énergie, AEB.

Le Secrétaire Général et sa délégation ont été reçus en audience par S.E.M. Ndolenodji Alixe Naïmbaye, Ministre du Pétrole, des Mines et de la Géologie de la République du Tchad. Les discussions ont porté sur la Banque Africaine de l'Énergie et ses opportunités en termes de financement du secteur pétrolier et gazier dans les Pays Membres de l'APPO. Après un exposé sur les processus qui ont conduit à la décision de créer la Banque, le Secrétaire Général s'est félicité de l'engagement des Pays Membres à en faire un succès. Il a noté que pendant trop longtemps, les Africains ont été amenés à croire que leur salut en tant que peuple réside dans l'aide qu'ils reçoivent des autres, et qu'ils ne peuvent pas faire la différence dans leur propre vie sans compter sur le monde extérieur. Pour lui, personne en dehors de l'Afrique n'a plus à cœur l'intérêt de l'Afrique et de ses peuples que les Africains. « Le continent nous appartient,

pour sa construction ou sa destruction. Pour notre propre bien et pour le bien de nos enfants et des générations futures, nous devons nous engager dans un nouveau changement de paradigme sur la voie de l'avenir de l'Afrique. Nous devons sérieusement commencer à chercher des solutions à nos défis », a-t-il ajouté. Il a terminé en disant qu'investir dans la Banque Africaine de l'Énergie n'est pas une œuvre de charité. C'est une activité qui apportera au Tchad et aux autres Pays Membres de l'APPO beaucoup de dividendes en espèces ainsi que de l'influence. Il a donc invité le Tchad à s'engager dans l'adhésion en signant l'Accord d'Établissement et la Charte et à payer tout ou partie de la part qui lui est allouée dans les souscriptions. La Ministre Naimbaye a félicité l'APPO pour sa prévoyance dans la création de la Banque et a assuré que le Tchad s'engagera rapidement à payer ses actions et à ratifier l'Accord d'Établissement.



La délégation posant avec la Ministre du Pétrole, des Mines et de la Géologie du Tchad S.E. Ndolenodji Alixe Naïmbaye



Séance de travail à la SHT : Le SG de l'APPO et la DG de la SHT Mme Djalila Abdourahim

La délégation a ensuite rendu la visite à Mme Djalila Abdourahim, Directrice Générale de la Société Hydrocarbures du Tchad,

SHT. Une séance d'information a été donnée à la DG et à son équipe sur le Forum des PDG des SNH de l'APPO, y compris ses buts et objectifs ainsi que sa structure et ses processus de prise de décision. Le SG a profité de l'occasion pour inviter la nouvelle DG à la prochaine réunion des PDG des SNH prévue le 24 septembre 2024 à Malabo. En réponse, Mme Abdoulrahim s'est félicitée de cette initiative louable. Elle a assuré l'équipe de l'APPO de la disponibilité de la SHT à travailler à ses côtés pour mener à bien ce projet d'envergure. Mme Djalila Abdoulrahim a souligné que cette initiative correspond à la vision de la SHT et du Gouvernement, visant à faire de l'énergie un secteur prometteur et fondamental pour le développement du pays. La SHT a également été invitée à souscrire au capital de l'AEB.



Le SG de l'APPO et la Ministre du Pétrole, des Mines et de la Géologie du Tchad

Visite dans un PM et Tournée AEB

République du Niger

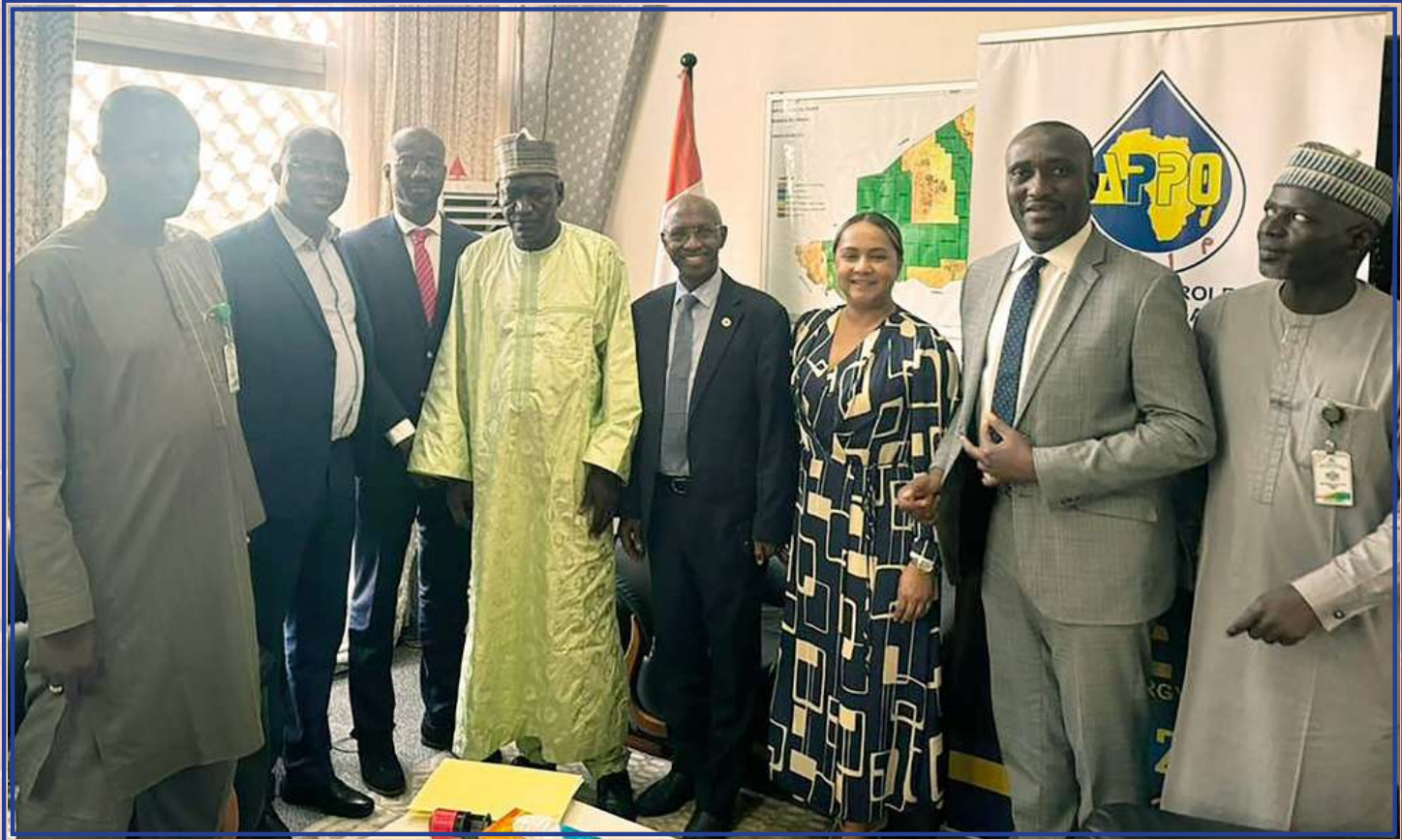
Une délégation de l'APPO conduite par le Secrétaire Général, Dr. Omar Farouk Ibrahim, a effectué, du 22 au 24 août 2024, une visite dans le Pays Membre de l'APPO, la République du Niger, dans le cadre de la Campagne de mobilisation des fonds propres et de la sensibilisation pour la ratification des Documents Fondateurs de la Banque Africaine de l'Energie, AEB.

La délégation de l'APPO a été la toute première à être reçue par Son Excellence Dr Sahabi Oumarou, après sa nomination annoncée à peine 48 heures plus tôt. Le Ministre du Pétrole et son équipe ont assisté à un exposé du Secrétaire Général de l'APPO, le Dr Omar Farouk Ibrahim, sur la mission au Niger. Notant que le Ministre venait d'être nommé au ministère, le Secrétaire Général l'a informé de l'existence de l'APPO, de sa mission, de sa vision, de ses structures organisationnelles et décisionnelles. Il a également profité de l'occasion pour l'informer de la prochaine session du Conseil des Ministres qui se tiendra à Yaoundé, au Cameroun, le 1^{er} novembre 2024. S'agissant de la mission principale de la délégation, le Secrétaire Général a informé le Ministre que la Banque Africaine de l'Energie est une institution financière multilatérale et supranationale créée conjointement par l'APPO et Afreximbank en réponse aux défis imminents que la Transition Énergétique pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine. Il a noté que pendant plusieurs décennies, les pays africains producteurs de pétrole et de gaz avaient compté sur des financements étrangers pour leurs projets pétroliers et gaziers. Cette source de financement est en train de disparaître en raison

de la Transition Énergétique. Il devient donc impératif que l'Afrique cherche d'autres sources de financement si elle veut continuer à bénéficier des ressources abondantes que Dieu lui a données. Il a indiqué au Ministre que la Banque avait été conceptualisée il y a deux ans et qu'en juillet 2024, l'Accord d'Établissement avait été signé par les institutions fondatrices, qu'un Pays Membre a déjà signé et ratifié l'accord d'établissement, qu'un pays a été sélectionné, que 45 % du capital social requis pour le décollage de la Banque a été trouvé et payé.

Le SG de l'APPO et le DG de la SONIDEP M. Ali Seibou Hassane





*La délégation reçue par Son Excellence Dr. Sahabi Oumarou,
Ministre du Pétrole du Niger*

Il a appelé le Ministre à donner la priorité au paiement par le Niger de sa part du capital de la Banque.

Mettre en commun les ressources pour mettre fin à la pauvreté

Le Secrétaire Général a noté qu'avec la décision des pays dont l'industrie pétrolière africaine dépend pour les fonds nécessaires à leurs projets pétroliers et gaziers d'abandonner les hydrocarbures, en particulier en Afrique, les dirigeants du continent n'ont d'autre choix que de lever à l'interne, les fonds nécessaires pour soutenir et développer l'industrie. À défaut, l'Afrique sera obligée de déclarer comme actifs échoués les plus de 125 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole brut et plus de 650 trillions de pieds cubes de gaz naturel, à un moment où le Continent a la plus grande proportion de sa population vivant dans la pauvreté énergétique. Il a ajouté que les pays africains doivent mettre en commun leurs ressources pour mettre fin à la pauvreté énergétique. En réponse, le Ministre Oumarou a dé-

claré qu'il partageait pleinement la vision de l'APPO sur l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique et a assuré que la question recevait déjà l'attention du gouvernement. À la Société Nigérienne de Pétrole, SONIDEP, le PDG, Ali Seibou Hassane a exprimé son appréciation pour les innovations en cours au sein de l'APPO, notant notamment la mise en place du Forum des PDG des SNH de l'APPO, du Forum des Directeurs de la Recherche et du Développement ainsi que celui des Institutions de formation. Il a assuré de la participation de la SONIDEP à la prochaine réunion du Forum des PDG prévue à Malabo, en Guinée équatoriale, le 24 septembre 2024. La délégation du SG de l'APPO était composée de M. Zakaria Dosso, Directeur Général de l'AEICorp, le bras financier de l'APPO, de l'Ingénieur Bakary Traoré, chef du Cabinet du SG, de M. Kalu Abosi et de Mme AARONI Iyer consultants de l'APPO sur le projet. L'équipe du Ministère était composée du Secrétaire général du Ministère du Pétrole, Dr Ing Amadou Hamidou Abdoulaye et du membre du Conseil Exécutif, M. Salissou Musa Diakité.

Renforcement des synergies dans le secteur de l'énergie

La visite du SG de l'APPO au Sénateur Heineken Lokpobiri, Ministre Délégué aux Ressources Pétrolières du Nigéria

Le 28 août 2024, Son Excellence Dr. Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO), a rendu une visite officielle à Son Excellence le Sénateur Heineken Lokpobiri, Ministre Délégué aux Ressources Pétrolières, République Fédérale du Nigéria. Cette visite s'inscrivait dans le cadre des efforts en cours visant à examiner l'état de préparation du gouvernement nigérian pour le lancement prochain de la Banque Africaine de l'Énergie (AEB), prévu pour le début de 2025. Cette visite avait pour but d'évaluer les progrès accomplis dans les préparatifs structurels et opérationnels en vue du lancement de la Banque Africaine de l'Énergie. L'AEB est une initiative essentielle conçue pour soutenir et améliorer le financement des projets énergétiques sur le continent africain. Les discussions ont porté sur la nécessité de s'assurer que tous les cadres et la documentation nécessaires sont en place

pour respecter le calendrier ambitieux de lancement de la Banque. Le Nigéria a obtenu les droits d'accueil de la Banque Africaine de l'Énergie (AEB) à l'issue d'un processus hautement concurrentiel impliquant trois autres Pays Membres de l'APPO : le Ghana, le Bénin et l'Algérie. L'Égypte, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire avaient précédemment retiré leurs offres. La décision fait suite aux délibérations sur le rapport du Comité de sélection ministérielle du siège de l'AEB, établi par le Conseil des Ministres de l'APPO sous la présidence de Mohamed Oun, Ministre de la Libye, avec les Ministres de l'Angola, du Sénégal et du Venezuela en tant que Membres. Accueillant le Secrétaire Général, le Ministre Lokpobiri a souligné que la clé du succès du Nigéria était le soutien solide du président Bola Tinubu et la vision présentée par la délégation nigériane, montrant l'engagement du pays à relever les défis du financement de l'énergie sur le continent et à soutenir la Transition Énergétique.



Séance de travail au Ministère Délégué aux Ressources Pétrolières, République Fédérale du Nigéria



Son Excellence le Sénateur Heineken Lokpobiri, l'honorable Ministre Délégué aux Ressources Pétrolières, République Fédérale du Nigéria

Faits marquants de la réunion

Examen des préparatifs : S.E. Dr. Ibrahim a passé en revue les différents éléments inclus dans le lancement de la Banque Africaine de l'Énergie, notamment la préparation du bâtiment du siège pour l'occupation, la finalisation de l'accord avec le pays hôte, et la signature et la ratification de l'Accord d'Établissement de la Banque. Il a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés jusqu'à présent et a reconnu l'engagement du gouvernement nigérian à faire avancer cette initiative.

Réassurance du Ministre : S.E. le Sénateur Heineken Lokpobiri a rassuré le Dr Ibrahim sur le fait que tous les aspects critiques de la mise en place de l'AEB sont traités avec diligence. Il a souligné l'engagement du gouvernement nigérian à atteindre l'objectif de lancement et a souligné les efforts de collaboration entre les différentes parties prenantes pour assurer le succès du projet.

Éloge du leadership de l'APPO : Le Sénateur Lokpobiri a saisi l'occasion pour féliciter le Dr Ibrahim et son équipe pour leur leadership exceptionnel dans l'orientation de l'APPO vers des réalisations importantes. Il a

salué le leadership visionnaire du Secrétaire Général, qui a positionné l'APPO comme un acteur clé dans le secteur de l'énergie du continent. Le sénateur Lokpobiri a exprimé sa confiance dans la capacité du Dr Ibrahim à continuer à guider l'APPO vers des succès encore plus grands.

Observations et retours d'expérience

Évaluation des progrès : L'examen a souligné que des progrès substantiels ont été accomplis dans la phase préparatoire de la Banque Africaine de l'Énergie. Cependant, les deux parties ont convenu de l'importance de maintenir l'élan actuel pour respecter la date de lancement stipulée.

Efforts de collaboration : Les discussions ont souligné l'importance d'une collaboration continue entre l'APPO, le gouvernement nigérian et les autres parties prenantes impliquées dans le projet AEB. La compréhension mutuelle et la coopération entre ces entités sont essentielles au succès du lancement et du fonctionnement de la Banque.

Leadership et vision : La mission a réaffirmé le rôle essentiel du leadership et de la vision dans la conduite d'initiatives comme l'AEB. Les éloges du sénateur Lokpobiri ont confirmé les progrès significatifs réalisés par l'APPO sous la direction du Dr Ibrahim, qui ont contribué au développement plus large du secteur énergétique africain.

La visite du Dr Omar Farouk Ibrahim au sénateur Heineken Lokpobiri marque une étape importante dans le parcours vers la création de la Banque Africaine de l'Énergie. Les résultats positifs de la réunion reflètent l'engagement commun de l'APPO et du gouvernement nigérian à améliorer l'infrastructure énergétique du continent. La visite du Secrétaire Général a, non seulement, fourni des informations précieuses sur l'état de préparation au lancement de l'AEB, mais a également renforcé le partenariat entre l'APPO et le Nigéria dans la réalisation de cet objectif commun.

L'APPO reste déterminée à travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes pour s'assurer que la Banque Africaine de l'Énergie soit lancée avec succès et positionnée pour avoir un impact durable sur le paysage énergétique africain.

Forum des PDG des SNH de l'APPO

Mme Teresa Isabel Nnang Avomo prend la direction du Forum pour 2024-2025



Photo de famille

Les PDG des SNH des Pays Membres de l'APPO se sont réunis une fois de plus pour examiner de manière critique l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique à la lumière des défis posés à l'industrie par la Transition Énergétique Mondiale. La réunion, qui est la 6^{ème} d'une série de réunions du Forum, a été accueillie par la SNH GEPetrol du Pays Membre, la République de Guinée Équatoriale à Malabo. A cette occasion, Mme Teresa Isabel Nnang Avomo, PDG de GEPetrol a pris les rênes du Forum.

Les PDG et représentants des PDG des SNH suivantes étaient présents à la réunion qui s'est tenue le mardi 24 septembre 2024, au Centre International de Conférences de Malabo : SONATRACH (Algérie), SONANGOL (Angola), SNH-Bénin (Bénin), SNPC (République du Congo), PETROCI (Côte d'Ivoire), GEPetrol & SONAGAS (Guinée Équatoriale), GOC (Gabon), GNPC (Ghana), NOC (Libye), SONIDEP (Niger), NNPC Ltd (Nigeria), SFF (Afrique du Sud), PETROSEN (Sénégal) et SHT

(Tchad). La réunion a été précédée d'une visite des installations de gaz et d'autres attractions de Malabo, le 23 septembre.

Décider du destin de l'Afrique en Afrique

La réunion a été un moment solennel de renforcement des engagements de toutes les parties à soutenir les efforts communs pour un développement endogène des richesses pétrolières et gazières du continent.

S'exprimant dans son allocution de bienvenue, le SG de l'APPO, Dr Omar Farouk Ibrahim, a déclaré que l'avenir de l'Afrique réside dans la collaboration et non dans une concurrence acharnée entre les SNH. Pour lui, il n'y a pas de meilleur cadre que le Forum des PDG des SNH pour discuter des défis communs auxquels l'industrie est confrontée sur le continent et proposer des solutions. S'exprimant également sur les défis communs, le Secrétaire Général a appelé l'Afrique à présenter des positions communes lors de la COP29, qui se tiendra à Bakou, en Azerbaïdjan, en novembre 2024. Il a vivement conseillé aux PDG africains d'examiner de manière critique les implications de l'application de la taxe du Mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) sur les économies africaines et en particulier sur l'industrie pétrolière et gazière africaine. Il a souligné que le salut de l'Afrique réside dans la coopération et la collaboration des Africains, et non dans la dépendance à l'égard des étrangers. Pour terminer, le Dr Farouk a félicité les PDG qui ont répondu à l'appel du 5^{ème} Forum à Brazzaville et qui ont versé une partie de leurs parts allouées dans le capital de la Banque Africaine de l'Énergie, AEB.

De la SNPC à la GEPetrol

À l'instar du Conseil des Ministres de l'APPO, le Forum des PDG des SNH de l'APPO se déroule à tour de rôle. Cependant, contrairement au Conseil des Ministres où le Président sortant accueille la réunion, au Forum des SNH, c'est le Président entrant qui accueille la réunion. Dans son allocution, M. Maixent Raoul Ominga, Président sortant du Forum et Directeur Général de la SNPC (Congo), a rappelé les décisions prises lors de la réunion de Brazzaville du Forum et a souligné les progrès réalisés dans l'exécution de ces décisions. Il a félicité ses collègues pour leur réponse positive à l'appel en faveur du financement de l'AEB, leur réponse positive à la création du Comité d'Experts Techniques de l'APPO, APPO TEC. Il a félicité le Secrétariat pour le professionnalisme de son travail et le soutien apporté au bureau du Président pendant son mandat. Pour lui, la vision de la SNPC qu'il dirige est claire : continuer à contribuer au développement du Congo et continuer à collaborer avec les sociétés sœurs de l'APPO afin d'améliorer l'industrie. Il a ensuite passé le flambeau de l'organisation à Mme Teresa Isabel Nnang Avomo, PDG de GEPetrol. Cette dernière,

tout en se réjouissant de l'histoire commune que les SNH continuent d'écrire ensemble, a déclaré que le temps où les Africains attendaient une aide de l'extérieur est révolu. Soulignant l'importance du travail de coopération, elle a félicité l'APPO pour les progrès et les succès obtenus grâce au soutien des SNH. La série de discours a été clôturée par le discours d'ouverture prononcé par S.E.M. Antonio Oburu Ondo, Ministre des Hydrocarbures et du Développement Minier de la Guinée Équatoriale. Pour le Ministre, le Forum des PDG est une plateforme majeure qui permettra à l'APPO d'atteindre ses objectifs. Il a également noté que la demande d'énergie augmente. Il a donc invité les SNH à explorer les meilleures façons de coopérer au profit des populations. Il a également souligné l'importance de la collaboration et a invité les participants à tout mettre en œuvre pour renforcer ce partenariat. Enfin, revenant sur quelques thèmes majeurs, tels que l'augmentation du potentiel LNG de l'Afrique et la question de la décarbonation, il a relevé que le Forum offre une occasion unique de relever ces différents défis, et bien d'autres.

Partenariats

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord-Cadre de coopération et d'assistance mutuelle (CMAFA) entre les Pays Membres de l'APPO, un accord de collaboration entre les SNH et deux protocoles d'accord entre l'APPO et Brevity Anderson et l'APPO et Hawilti Ltd ont été signés. Il s'agit d'un protocole d'accord entre la SNPC du Congo et la GNPC du Ghana, d'un protocole d'accord sur la collecte de fonds entre le Secrétariat de l'APPO et Brevity Anderson et d'un protocole d'accord sur la collecte de données sur le gaz entre le Secrétariat de l'APPO et Hawilti Ltd. La séance de travail a été présidée par Mme Teresa Isabel Nnang Avomo, PDG de GEPetrol. Les travaux ont porté sur une mise à jour sur la création de la Banque Africaine de l'Énergie (AEB), d'autres options de financement majeures pour les projets et les opérations pétrolières et gazières, les infrastructures et les marchés régionaux, le renforcement des capacités humaines et le développement de l'expertise, la technologie pour l'industrie pétrolière et gazière et les questions environnementales. À l'issue de la réunion, les PDG des SNH de l'APPO ont convenu de tenir leur 7^{ème} réunion au Ghana, en août 2025. Elle sera organisée par la GNPC.



Prendre le contrôle des données pour maîtriser l'industrie Brazzaville a accueilli le 2^e atelier sur le questionnaire annuel de l'APPO



Le Présidium à l'ouverture

Les Représentants Focaux des Données des Pays Membres de l'APPO étaient en conclave les 13 et 14 août derniers à Brazzaville en République du Congo. Cette rencontre entrait dans le cadre du deuxième atelier sur le questionnaire annuel de l'APPO.

Une majorité des Pays Membres de l'APPO étaient représentés au deuxième atelier sur le questionnaire annuel, après le premier, qui s'est tenu par vidéoconférence le 7 mars 2024. Deux éminents invités ont également assisté à l'atelier, à savoir M. Abdoulaye Oueddo, Administrateur de la Banque de Données AFREC et le Dr Adedapo Odulaja, Consultant Expert en systèmes d'information et de données et ancien chef du département des services de données au Secrétariat de l'OPEP à Vienne. Dans son allocution de bienvenue, Son Excellence Dr. Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire

Général de l'APPO a souligné l'importance des données dans la prise de décision dans l'industrie pétrolière et gazière en Afrique. Il a notamment relevé que sans la maîtrise de ses données énergétiques, l'Afrique ne sera pas en mesure de relever les défis posés par la Transition Énergétique. C'est pourquoi il a souligné la nécessité de construire et d'harmoniser les données énergétiques des Pays Membres. Il a remercié les représentants focaux des données (DFR) d'avoir pris le temps d'être à Brazzaville et de l'opportunité offerte par leurs pays respectifs en les nommant représentants focaux des données de l'APPO.

Relever le défi de la disponibilité des données

Pour le SG, les données sont la responsabilité de tous et la rapidité d'acquisition des données est essentielle pour que leur publication aide à contrôler le récit et à prendre le contrôle de l'industrie. Pour lui, le défi de la disponibilité des données peut être mieux relevé avec de la patience, de la résilience, de la persévérance et de l'engagement. Il a également informé la réunion de l'historique de l'Organisation, de sa création en tant qu'APPA à la réforme mise en œuvre pour mieux relever les défis de l'Afrique dans l'industrie, qui est largement articulée dans la mission, la vision et les objectifs stratégiques de la nouvelle APPO. L'atelier a été dirigé par le Dr Taher Najah, Directeur de la Division de la recherche au secrétariat de l'APPO. Plusieurs modules ont été déroulés sur les principaux domaines de la collecte de données, à savoir les statistiques macroéconomiques, les statistiques de l'énergie, les statistiques du secteur pétrolier en amont et en aval, les statistiques du gaz naturel, les statistiques intermédiaires et des infrastructures, ainsi que l'évaluation de la qualité des données et les questions de bilan énergétique. Les modules ont été animés par des experts et des spécialistes de la Division de la Recherche du Secrétariat de l'APPO. Les échanges très riches ont également porté sur la question de la collecte de données au niveau national ainsi que celle des méthodologies et des défis dans la gestion des données énergétiques. Les séances de travail ont consisté en des échanges entre l'APPO, les consultants et le Secrétariat dans le but de convenir des principes, de la conduite, des responsabilités des parties et des résultats attendus après l'atelier.



Contribution de qualité d'experts

L'expert de l'AFREC, Abdoulaye Oueddo, a partagé les expériences de l'AFREC en matière de collecte de données, en mettant en évidence les défis auxquels cette institution est confrontée et la manière dont elle s'y prend pour les résoudre. Pour sa part, le Dr Odulaja Adedopo, a donné un aperçu des défis liés à la collecte et à la gestion des données, ainsi que de la manière de gérer ces problèmes. Il a souligné que la responsabilité de la qualité des données concerne tous les acteurs, à savoir le Secrétariat de l'APPO, les représentants focaux des données ou d'autres parties prenantes, et que trois déterminants peuvent contribuer à atteindre cet objectif : l'exhaustivité, l'exactitude et l'actualité. À la fin de l'atelier de deux jours, les DFR ont réitéré leur engagement à remplir le questionnaire annuel avec les données requises et à le retourner dès que possible. Pour l'amélioration de la qualité du questionnaire, les participants ont formulé plusieurs recommandations qui ne sont pas tombées dans des oreilles de sourd, puisqu'à l'issue des travaux, S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'APPO, a rassuré sur la pertinence des points soulevés, indiquant qu'ils seront traités dans la mesure du possible par le Secrétariat. Ainsi, il a souligné la nécessité pour le Secrétariat d'élaborer un manuel sur le questionnaire de l'APPO. Après avoir reçu leurs certificats de participation des mains du SG, les participants se sont séparés après avoir exprimé leur satisfaction quant au déroulement de la réunion.

Le West Africa Energy Summit à Accra

Libérer le vaste potentiel énergétique de l'Afrique

Le West Africa Energy Summit s'est tenu en septembre 2024 au Centre International de Conférences de Accra, au Ghana, Pays Membre de l'APPO. Organisé par le Groupe OGV en partenariat avec le Ministère de l'Energie, la Ghana Petroleum Commission et la Ghana National Petroleum Corporation, le sommet a vu la participation d'éminentes personnalités, dont le Secrétaire Général de l'APPO, Son Excellence Dr Omar Farouk Ibrahim.

Le West Africa Energy Summit, qui s'est tenu du 3 au 5 septembre 2024, a été un moment clé d'échanges enrichissants autour de l'avenir du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest. La cérémonie d'ouverture de ce Sommet a été marquée par d'importants moments forts. C'est d'abord le Directeur Général de la GNPC, M. Joseph Abuabu Dadzie, qui a eu l'honneur d'accueillir les différentes délégations des pays d'Afrique de l'Ouest et d'autres pays de l'intérieur et de l'extérieur du continent. Il a souligné les nombreux défis auxquels est confronté le secteur de l'énergie dans la sous-région, et s'est félicité de la tenue du Sommet dont l'objectif est de discuter de ces questions importantes. À son tour, le Secrétaire d'État à l'Énergie du Ghana, M. John Kobina Sanie, a prononcé un discours dans lequel il s'est félicité de la tenue du Sommet, avant d'inviter les partici-

pants à apporter de riches contributions, afin que les conclusions du Sommet puissent induire une évolution qualitative pour l'industrie de l'énergie dans la sous-région. Il a ensuite officiellement déclaré le Sommet ouvert.

Libérer le potentiel de l'Afrique

La cérémonie d'ouverture a été marquée par une discussion « Au coin du feu » sur le thème « Libérer le potentiel de l'Afrique : la monétisation du pétrole et du gaz pour l'industrialisation et le développement socio-économique ». Modérée par M. Pranav Joshi, Vice-Président – Amont, Rystad Energy, la session a réuni S.E. Dr. Omar Farouk Ibrahim, Secrétaire Général de l'APPO et M. Rashid Ali Abdallah, Directeur Exécutif de l'AFREC.



Le SG de l'APPO (au milieu) participant à la discussion « Au coin du feu »

En tant que membre de ce panel de haut niveau, le SG de l'APPO a présenté les actions et la position de l'APPO sur le sujet en discussion. Ses discours, qui ont été accueillis par des applaudissements nourris de la salle, ont mis en exergue les différents changements qu'a connus l'Organisation depuis sa création en 1987, ainsi que les différentes solutions proposées pour relever les défis de la libération du potentiel énergétique de l'Afrique. Ainsi, il a indiqué qu'en réponse aux enjeux posés par la Transition Énergétique, l'APPO a mené une étude qui a mis en évidence les défis auxquels l'Afrique est confrontée. Tels sont les enjeux du financement, des infrastructures et des marchés. Le SG a déclaré que ce n'est pas aux mêmes personnes qui ont conduit l'humanité à la catastrophe écologique actuelle d'imposer leur agenda à l'Afrique. Aussi, a-t-il ajouté que l'Afrique doit être en mesure de se donner les moyens de poursuivre l'exploitation de ses ressources naturelles, notamment le pétrole et le gaz, pour venir en aide à sa population d'un milliard d'habitants qui n'a pas accès à l'énergie moderne. S'exprimant sur les progrès réalisés par l'APPO pour relever les défis imminents que la Transition Énergétique pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine, le Dr Farouk a fait le point sur la création de la Banque Africaine de l'Énergie, affirmant que l'Accord d'Établissement a été signé le 3 juin 2024 et qu'une décision sur le siège de la Banque a été prise le 4 juillet 2024. Il a également parlé de la volonté de l'APPO d'avoir des centres régionaux d'excellence pétrolière et gazière sur tout le continent, et de ses efforts pour développer les marchés régionaux de l'énergie en créant l'infrastructure énergétique requise. Il a cité l'exemple du CAPS, Central Africa Pipeline System, qui devrait relier 11 États d'Afrique Centrale par des

oléoducs complets de pétrole brut, de produits et de gaz. Il a conclu en affirmant que ce n'est qu'à travers une synergie d'actions et de moyens que l'Afrique pourra effectivement libérer son potentiel d'industrialisation et de développement.

La souveraineté énergétique de l'Afrique

La cérémonie d'ouverture s'est conclue par le discours inaugural de l'ancien Président du Nigéria, Son Excellence Olusegun Obasanjo, sur le thème « Souveraineté énergétique de l'Afrique ». Il a noté que si le monde bénéficie de l'extraction historique des ressources africaines pour l'industrialisation, l'Afrique elle-même n'a pas encore bénéficié de ses vastes ressources naturelles. Alors que de nombreux pays se précipitent vers la neutralité carbone après avoir bénéficié des ressources du continent, l'Afrique reste un continent faiblement émetteur de carbone, représentant 3 % des émissions mondiales. Son Excellence Olusegun Obasanjo a ensuite présenté son point de vue sur les raisons pour lesquelles l'Afrique peut et continuera d'exploiter les combustibles fossiles pour son développement économique et ses besoins en matière de sécurité énergétique. La cérémonie d'ouverture s'est terminée par une séance de distinction, notamment des anciens Présidents, Leurs Excellences John Agyekum Kufuor du Ghana et Olusegun Obasanjo du Nigéria. Le Sommet a été un véritable rendez-vous d'échanges, avec des panels riches et animés et une exposition aux couleurs des grandes entreprises et organisations du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest. Elle s'est terminée par une journée de réseautage au golf qui a offert aux participants l'occasion de réseauter dans une atmosphère détendue.



Discours Inaugural par l'Ancien Président du Nigéria Son Excellence Olusegun Obasanjo

Angola Oil & Gas 2024

Augmenter les investissements pour booster la production d'hydrocarbures

La 5^{ème} édition de la conférence et de l'exposition Angola Oil & Gas (AOG) s'est tenue à Luanda, en Angola, les 2 et 3 octobre 2024. Ces deux jours d'échanges et de réseautage ont permis de jeter les bases de l'avenir énergétique de l'Angola, un beau Pays Membre de l'APPO.



Photo de famille, avec S.E. le Président João Lourenço, Président de la République d'Angola

En signe de soutien au plus haut niveau à l'industrie des hydrocarbures en Angola, S.E. le Président João Lourenço était présent en personne pour ouvrir officiellement l'Angola Oil & Gas 2024. Cette 5^e édition de la Conférence et Exposition phare de l'Angola a été lancée le 2 octobre à Luanda en présence de certains Ministres des Pays Membres de l'APPO, S.E.M. Aimé Sakombi Molendo (RD Congo), S.E.M. Mamadou Sangafowa Coulibaly (Côte d'Ivoire), S.E. M. Kornelia Shilunga (Vice-Ministre de l'Energie de Namibie) et S.E.M. Diamantino Azevedo (Angola) ainsi que S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim, SG de l'APPO. La réunion a été ouverte par des appels de ralliement de leaders de l'industrie et de

grands opérateurs pour augmenter les investissements et stimuler la production d'hydrocarbures. L'objectif affiché du pays est de maintenir la production de brut au-dessus d'un million de barils par jour (bpj) au-delà de 2027. Par conséquent, la conférence a appelé à saisir les occasions créées par les récentes réformes réglementaires pour faire avancer les projets. Dans son allocution d'ouverture de la Conférence, S.E. le Président angolais João Lourenço a appelé l'industrie à accroître ses investissements dans le pétrole et le gaz. Il a notamment insisté sur les aspects liés au développement durable et au potentiel inexploré de l'industrie nationale des hydrocarbures.



Le SG de l'APPO (extrême droite), pendant le panel ministériel

Transcender les frontières

Après la cérémonie d'ouverture, le SG de l'APPO a participé à un panel ministériel instructif sur le thème « Transcender les frontières : tirer parti du secteur pétrolier, gazier et gazier pour faire progresser le commerce régional ». Réfléchissant aux moyens de libérer le potentiel du commerce et de favoriser l'intégration régionale, cette table ronde ministérielle a réuni des chefs de gouvernement et des décideurs politiques pour discuter des plans actuels et des approches novatrices pour continuer à stimuler le commerce et l'intégration régionale au profit de l'ensemble de la chaîne de valeur du pétrole et du gaz. En réponse à cette question, le Dr Farouk a présenté l'initiative conjointe entre l'APPO et Afreximbank de créer la Banque Africaine de l'Énergie comme solution pour relever le défi financier que la Transition Énergétique Mondiale pose à l'industrie en Afrique. La discussion a permis d'approfondir le rôle essentiel du développement des infrastructures en tant que catalyseur d'une connectivité sans faille et d'une augmentation des synergies économiques au-delà des frontières.

Signature d'accords importants

Le Ministre Angolais des Ressources Minérales, du Pétrole et du Gaz, S.E. Diamantino Azevedo, et le Ministre des Hydrocarbures de la République Démocratique du

Congo (RDC), S.E. Aimé Sakombi Molendo, ont signé un accord avec de nouvelles conditions pour le co-développement du Bloc Offshore 14, Zone d'Intérêt Commun (ZIC). À cheval sur la frontière maritime entre l'Angola et la RDC, le bloc 14 a une capacité de production de 3,29 millions de barils par an. Le bloc en eau profonde est exploité par la filiale locale de Chevron, la Cabinda Gulf Oil Company, aux côtés de ses partenaires Eni, Etu energias et la Société Nationale d'Hydrocarbures Sonangol. En outre, un deuxième accord entre l'Angola et la RDC a également été signé pour renforcer la coopération dans les domaines du commerce, des affaires et de l'investissement. L'accord a été officialisé par la Ministre Anglaise des Finances, Vera Esperança dos Santos Daves de Sousa, et le Ministre Congolais des Finances, Nicolas Kazadi. Il vise à promouvoir l'innovation, les normes financières et le développement socio-économique dans les deux pays. Dans l'ensemble, grâce à des panels richement animés et à des discussions intenses entre les acteurs nationaux et internationaux de l'industrie, Angola Oil and Gas 2024 a résonné comme un moment fort d'engagement de toutes les parties à produire plus d'énergie avec moins d'émissions. L'Angola se dit plus que prêt pour une telle mesure. Le pays a engagé une réforme réglementaire et se positionne clairement en faveur de solutions d'avenir pour la sécurité énergétique et la Transition Énergétique.

Quand l'IA change la donne

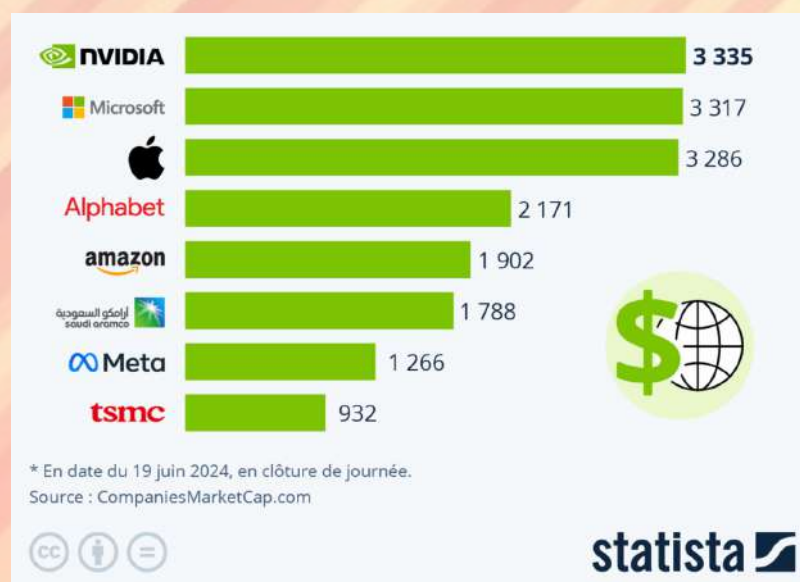
L'Intelligence Artificielle transforme rapidement les industries du monde entier, et le secteur pétrolier et gazier ne fait pas exception. Cette technologie s'avère être un changeur de donne, offrant des opportunités sans précédent en matière d'efficacité, de réduction des coûts et d'innovation.

En juin 2024, NVIDIA, fabricant américain de chipsets et de semi-conducteurs, est devenu en un bref temps l'entreprise la plus valorisée au monde devant les célèbres GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et Saudi Aramco, la compagnie pétrolière nationale d'Arabie Saoudite. Le succès de NVIDIA, qui est fortement lié à l'essor de l'Intelligence Artificielle (IA), est principalement dû à son rôle de pionnier et de leader dans le domaine des unités de traitement graphique (GPU). Ces puces, initialement conçues pour améliorer les performances des jeux vidéo, se sont avérées être des outils indispensables au développement de l'IA. Le succès de NVIDIA est révélateur des bouleversements que l'IA a apportés au monde des affaires.

Un terme générique

Il y a quelques années, avant le big bang pro-

voqué par la sortie de Chat-GPT en 2022, des études pertinentes avaient été menées. Ainsi, en 2018, MarketsandMarkets, une plateforme mondiale d'études de marché, a estimé que le marché de l'IA dans le pétrole et le gaz devrait passer d'environ 1,57 milliard de dollars en 2017 à 2,85 milliards de dollars d'ici 2022. Cette croissance a été attribuée à des facteurs tels que l'adoption croissante de la technologie du big data, la numérisation de l'industrie pétrolière et gazière et les investissements dans les start-ups liées à l'IA. Pourtant, en 2018, un rapport de Price Waterhouse Cooper (PwC) prédisait que l'utilisation de technologies numériques comme l'IA dans les opérations en amont pourrait entraîner des économies d'investissement et d'exploitation de 100 à 1 billion de dollars d'ici 2025. L'IA a le potentiel d'ajouter de la valeur aux entreprises,



Entreprises les plus valorisées au monde grâce à l'IA



d'augmenter les capacités des employés et d'exploiter la puissance de l'homme et de la machine pour améliorer la productivité et l'expérience utilisateur. En réalité, l'IA est un terme générique pour de nombreuses technologies, dont un sous-ensemble est l'apprentissage automatique, l'application d'IA la plus utile à ce jour. Dans l'apprentissage automatique, les programmeurs donnent à un ordinateur des millions de données liées à un problème spécifique, puis appliquent une série d'algorithmes pour reconnaître des modèles. La machine apprend des modèles et fournit des prédictions ou des informations utiles basées sur la probabilité. La machine s'améliore au fur et à mesure du traitement des données. Les avantages potentiels de l'IA, combinés aux technologies IoT (Internet des objets) qui consistent en plusieurs capteurs connectés sur les équipements et à l'analyse du Big Data, sont inégalés pour le secteur pétrolier et gazier.

Diverses utilisations de l'IA par les géants du secteur

De nombreux algorithmes qui sous-tendent les systèmes d'IA et d'apprentissage automatique ne sont pas nouveaux, mais des volumes limités de données accessibles ont entravé leur application. L'explosion récente des volumes et de la disponibilité des données a entraîné un changement radical dans l'entraînement des algorithmes et a fourni des informations importantes : l'accès facile à de vastes volumes de données rend les algorithmes d'IA plus intelligents. Ainsi, les grandes entreprises sont des pionnières de l'IA dans l'exploration pétrolière et gazière pour surmonter des défis complexes, stimuler l'innovation et établir de nouvelles normes industrielles. Les entreprises utilisent l'IA dans la maintenance prédictive pour tirer parti des technologies permettant de prévoir les problèmes et les défaillances avant qu'ils ne surviennent, et de réduire l'empreinte carbone en réduisant sa consommation de carburant dans le transport de LNG. Elles utilisent également les technologies IoT dans leurs opérations, en tirant parti du forage autonome en eau profonde et de la surveillance des torchères.

Bénéfices attendus pour l'écosystème pétrolier et gazier africain

Il s'agit d'une énorme opportunité pour les IOC et les SNH africaines qui souhaitent se positionner dans ce secteur en toute autonomie, face aux défis auxquels le continent est confronté. L'IA soutiendra les efforts visant à exploiter les immenses ressources du continent et à utiliser ses hydrocarbures pour relever les défis connus que la Transition Énergétique pose à l'industrie pétrolière et gazière africaine (Financement, Technologie et Marchés). Les avantages attendus de l'utilisation de l'IA incluent l'augmentation de l'efficacité lorsque l'on sait que l'automatisation des tâches de routine

et l'optimisation des processus entraînent des gains d'efficacité significatifs. De plus, le bénéfice peut être déduit en tant que réduction des coûts : en réduisant les coûts opérationnels, en optimisant l'allocation des ressources et en prévenant les pannes d'équipement, l'IA contribue à des économies substantielles. Cela améliore également la



sécurité, sachant que les systèmes alimentés par l'IA peuvent identifier les dangers et les risques potentiels, ce qui conduit à un environnement de travail plus sûr. De plus, l'IA peut contribuer à améliorer la prise de décision, en fournissant des informations et des recommandations précieuses, en permettant une meilleure prise de décision et la durabilité, en aidant à réduire l'impact environnemental des opérations pétrolières et gazières en optimisant la consommation d'énergie et en minimisant les déchets. Cependant, si les avantages potentiels de l'IA dans l'industrie pétrolière et gazière sont immenses, il reste également des défis à relever. Il s'agit notamment de la qualité et de l'accessibilité des données, de la cybersécurité et de l'acquisition de talents. Malgré ces défis, l'industrie pétrolière et gazière fait de l'IA un impératif stratégique. En investissant dans la recherche et le développement, en construisant une infrastructure de données solide et en favorisant une culture de l'innovation, les entreprises africaines peuvent libérer tout le potentiel de l'IA et acquérir un avantage concurrentiel.

Minéraux Critiques

Une opportunité en or pour l'Afrique

L'Afrique est assise sur une mine d'or – littéralement. Le continent possède environ 30 % des réserves minérales mondiales, dont beaucoup sont essentielles à l'essor des économies vertes et numériques.

Les minéraux critiques ou minéraux stratégiques ou minéraux de la nouvelle économie sont des éléments métalliques ou non métalliques essentiels aux technologies modernes, à l'énergie propre et à la sécurité nationale. Elles se caractérisent par leur importance économique, des chaînes d'approvisionnement menacées de perturbation et une disponibilité limitée de produits de substitution viables. Les applications des minéraux critiques sont vastes et en constante expansion. Parmi les plus importants, citons les minéraux de la Transition Énergétique comme le lithium, le cobalt, le manganèse et les terres rares, essentiels aux batteries de véhicules électriques, aux éoliennes et aux panneaux solaires. Les minéraux électroniques tels que l'étain, le tungstène et le tantale (3T) sont cruciaux pour la production de smartphones, d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques. Les minéraux du secteur des transports, comme les métaux du groupe du platine (PGM) ou le graphite, sont utilisés dans les convertisseurs catalytiques, les composants aérospatiaux et les systèmes de défense. Les équipements médicaux et pharmaceutiques reposent souvent sur des minéraux critiques, tels que les alliages de manganèse dans la fabrication d'outils chirurgicaux, et l'acier inoxydable ou les alliages de titane dans les prothèses médicales et les outils dentaires, pour leur production. Selon la plupart des analystes, la demande mondiale de minéraux critiques devrait monter en flèche, sous l'effet de l'accélération des technologies d'énergie propre et de l'électrification.

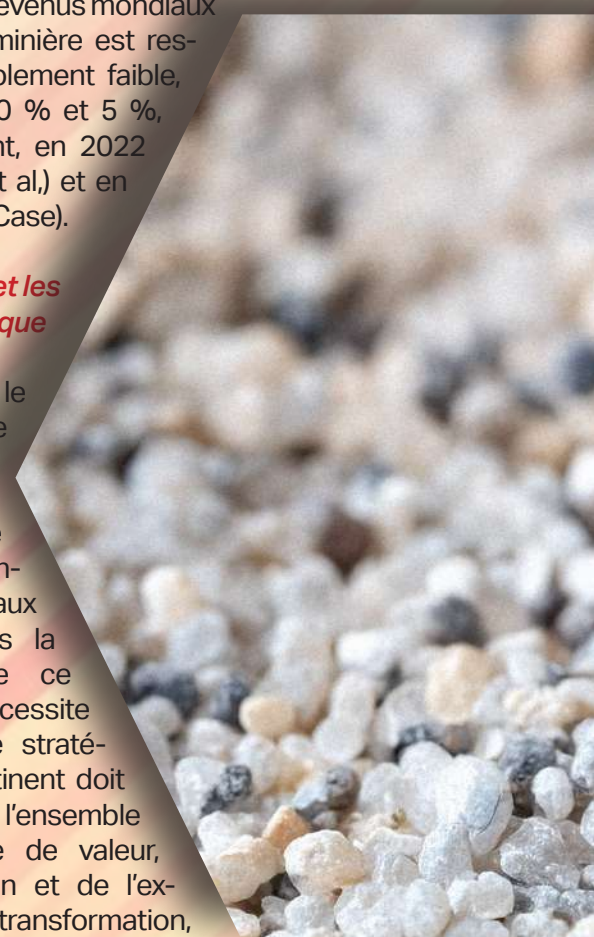
Un trésor de minéraux critiques

Le rôle de l'Afrique dans la production minière mondiale est considérable. L'Afrique fournit environ 80 % du platine mondial, 80 % du chrome

mondial, plus de 60 % du manganèse mondial, plus de 50 % de la bauxite mondiale, le Zimbabwe peut répondre à environ 20 % de la demande mondiale de lithium, la République Démocratique du Congo (RDC) a fourni plus de 43 % du tantale mondial et 70 % du cobalt mondial en 2022. Malgré ses ressources minérales abondantes et sa production importante, le secteur minier africain est confronté à un paradoxe socio-économique et d'exploration. De nombreux pays n'ont pas une compréhension complète de leur potentiel minier, et le secteur contribue marginalement au PIB mondial. La part du continent dans les dépenses et les revenus mondiaux d'exploration minière est restée remarquablement faible, à moins de 10 % et 5 %, respectivement, en 2022 (R Campbell et al.) et en 2023 (White & Case).

Le potentiel et les défis de l'Afrique

L'Afrique a le potentiel de devenir un acteur majeur dans le paysage mondial des minéraux critiques. Mais la réalisation de ce potentiel nécessite une approche stratégique. Le continent doit développer l'ensemble de sa chaîne de valeur, de l'exploration et de l'extraction à la transformation,



la fabrication, les produits d'utilisation finale et le recyclage. Cela créera des emplois, générera des revenus et garantira que l'Afrique bénéficie pleinement de ses richesses minières. Cependant, les défis abondent. De nombreux pays africains manquent d'infrastructures, de technologies et de main-d'œuvre qualifiée nécessaires. De plus, les impacts environnementaux et sociaux suscitent des inquiétudes. Pour relever ces défis, une gouvernance forte, des pratiques durables, des investissements financiers et des investissements dans le capital humain sont essentiels. Selon une récente étude de la BAD, « Africa Economy Brief : Strengthening Africa's Role in the Battery and Electric Vehicle Value Chain » (J. Ahadjie et al., 2023), la valeur de la chaîne d'approvisionnement des batteries à elle seule a le potentiel de faire passer l'impact économique de 11 milliards de dollars américains à plus de 7 billions de dollars américains d'ici 2025.

Une arme à double tranchant

L'Afrique est indéniablement dotée d'une vaste

gamme de ressources minières. Cette richesse géologique présente une opportunité importante pour la transformation économique et le développement. Cependant, le potentiel du continent reste largement inexploité et sa contribution à l'économie est disproportionnellement faible. Les ressources minérales critiques de l'Afrique représentent une opportunité unique. En adoptant les bonnes politiques et en faisant les investissements nécessaires, le continent peut transformer ses richesses minérales en une croissance économique durable et en prospérité pour sa population, et vaincre la malédiction des ressources. Des institutions qui fonctionnent bien, des politiques saines et des cadres réglementaires efficaces sont essentiels à la réalisation de ces objectifs. L'objectif de la Vision Minière pour l'Afrique adoptée en février 2009 par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine est de parvenir à une « exploitation transparente, équitable et optimale des ressources minérales pour soutenir une croissance durable et un développement socio-économique à grande échelle ».

Recommandations politiques

Nous observons que de nouvelles politiques et réglementations sur les minéraux critiques sont en cours d'élaboration dans de nombreux pays africains, tels que le Botswana (2022), le Ghana (2023) et le Zimbabwe (2023). Pour maximiser les avantages de ses ressources minières critiques, l'Afrique a besoin d'un cadre politique global intégré dans la Vision Minière de l'Union Africaine (VMA). Ce cadre devrait être axé sur :

- L'élaboration d'une stratégie globale sur les minéraux critiques : Cette stratégie devrait guider les pratiques d'exploration, d'extraction et de gestion.
- La mise en œuvre des lois et des règlements solides : Des cadres clairs sont essentiels pour régir l'exploitation minière, le commerce et l'exportation.
- La mise en place en place des politiques fiscales attrayantes : celles-ci devraient encoura-

ger l'exploitation minière responsable et le partage équitable des revenus.

- Promouvoir le nationalisme des ressources : Les politiques doivent promouvoir une gestion équitable et durable des ressources tout en équilibrant les intérêts nationaux.
- L'investissement dans le développement de la chaîne de valeur : La création d'une industrie minière nationale forte est cruciale pour la création d'emplois et la croissance économique.
- Le soutien à la recherche, le développement et l'innovation : Les progrès technologiques amélioreront la compétitivité du secteur.
- L'accélération de l'approbation des projets : Des processus simplifiés accéléreront l'exploitation minière.
- La promotion des partenariats : La collaboration avec des partenaires internationaux peut stimuler l'investissement et le transfert de technologie.
- La priorisation de la durabilité : La responsabilité environnementale et sociale doit être au cœur de toutes les opérations minières.

Semaine Africaine de l'Énergie 2024

À l'heure où l'industrie énergétique africaine est confrontée à de nombreux défis, la conférence Semaine Africaine de l'Énergie sert de plateforme d'engagement, de collaboration et d'investissement. L'APPO est ravie de prendre une part active à cet événement en tant que partenaire officiel.



Le Sg de l'APPO, S.E. Dr Omar Farouk Ibrahim à AEW 2023

La Chambre Africaine de l'Énergie et l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO, ont renouvelé le 16 janvier 2024 le protocole d'Accord de Partenariat pour l'organisation de la Semaine Africaine de l'Énergie. Ce renouvellement fait suite à l'expiration du premier protocole d'accord, qui couvrait la période 2021-2023. Le nouveau protocole d'accord, qui couvre la période de 2024 à 2028, prévoit plusieurs activités conjointes pendant la conférence. Il s'agit notamment de l'organisation de séminaires et de sessions techniques conjointes au cours de la Semaine. Ces évé-

nements visent à renforcer les capacités des Pays Membres de l'APPO ainsi que celles de ses SNH. L'APPO présente également un stand innovant lors de l'événement. Cette exposition vise à mettre en lumière l'action décisive de cette organisation panafricaine à travers sa mission ambitieuse de promouvoir les hydrocarbures de ses Pays Membres et d'autres institutions mondiales, de favoriser une collaboration et des partenariats fructueux tout en utilisant le pétrole comme catalyseur de la sécurité énergétique, du développement durable et de la diversification économique en Afrique.

Ainsi, cette exposition met en lumière les 18 Pays Membres de l'APPO : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Cameroun, Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée équatoriale, Gabon, Ghana, Libye, Namibie, Niger, Nigeria, Sénégal et Tchad. Le projet phare de la mise en œuvre par l'APPO, en partenariat avec Afreximbank (autre partenaire officiel d'AEW) de la Banque Africaine de l'Énergie, n'est pas en reste.

Investir dans les énergies africaines

L'African Energy Week (Semaine africaine de l'énergie) est l'événement énergétique annuel de la Chambre Africaine de l'Énergie, initié depuis 2021, réunissant des leaders africains de l'énergie, des investisseurs mondiaux et des dirigeants des secteurs public et privé pour quatre jours de dialogue intense sur l'avenir de l'industrie énergétique africaine. L'événement, qui se tient du 4 au 8 novembre 2024 au Cap, a pour thème : « Investir dans les énergies africaines : la croissance énergétique grâce à un environnement favorable, avec un engagement à libérer le plein potentiel de l'industrie pétrolière et gazière africaine ». La Semaine vise à mettre en relation, une fois de plus, de nombreux Présidents,

Ministres et décideurs politiques africains avec des investisseurs régionaux et étrangers. L'événement rassemble le plus grand nombre de Ministres africains de l'énergie et du pétrole et est ouvert par les Présidents africains. Les compagnies pétrolières nationales de tout le continent mènent les négociations, tandis que les entreprises internationales du secteur de l'énergie et de la technologie viennent signer des accords et unir leurs forces. L'événement rassemble des parties prenantes africaines et des autorités mondiales, avec des poids lourds de l'énergie du Moyen-Orient, d'Europe et d'Asie utilisant AEW comme plateforme pour s'engager et investir dans les opportunités africaines. AEW présente également les entreprises, les projets et les solutions les plus innovants et tournés vers l'avenir à travers l'exposition de l'événement, tandis que diverses tables rondes, présentations, sessions et réunions axées sur les investisseurs fournissent aux parties prenantes les informations dont elles ont besoin pour prendre des décisions d'investissement éclairées sur le continent. En mettant l'accent sur les investissements en amont et la revitalisation en aval, l'événement sert de plate-forme pour le secteur de l'énergie en Afrique, en connectant les industries et les acteurs et en forgeant un avenir basé sur l'intégration.

Événement parallèle de l'APPO à l'AEW 2024

Financement de l'industrie pétrolière et gazière

Le rôle que l'AEB est appelée à jouer

L'APPO organise un événement spécial en marge de la Semaine Africaine de l'Énergie sur le rôle que la Banque Africaine de l'Énergie (AEB) est censée jouer dans le financement de l'industrie pétrolière et gazière africaine.

La Banque Africaine de l'Énergie est la réponse concrète de l'Afrique aux défis de financement imminents que la Transition Énergétique Mondiale pose à l'industrie pétrolière et gazière du continent. Créé conjointement par Afreximbank, l'APPO et ses Pays Membres, l'AEB vise à combler le vide résultant de la décision des bailleurs de fonds traditionnels des projets pétroliers et gaziers de l'Afrique de cesser de financer le pétrole et le gaz en raison de préoccupations climatiques. Pour un continent qui possède plus de 600 billions de pieds cubes de réserves prouvées de gaz et plus de 125 milliards de réserves de pétrole, alors que la

plus grande proportion de sa population vit sans accès à l'énergie moderne, l'abandon du pétrole et du gaz au nom de la Transition Énergétique n'est pas à l'ordre du jour. D'autant plus que ce continent est aussi le moins préparé, technologiquement, à matérialiser les énergies renouvelables, même lorsqu'il dispose d'abondantes ressources en énergies renouvelables. L'événement spécial en marge de l'AEW a pour but de rassembler des décideurs politiques et des investisseurs de haut niveau, des Ministres, des PDG de SNH et d'autres invités stratégiques pour en savoir plus sur l'AEB, ses objectifs, sa structure organisationnelle et actionnariale ainsi que son modèle d'affaires et son plan d'affaires. Le SG de l'APPO, Dr. Omar Farouk Ibrahim, plantera le décor en présentant le contexte de la création de la Banque. Des exposés seront faits avant les débats.



3 questions à NJ AYUK à propos de AEW

APPO MAGAZINE (A.M.) : Qu'est-ce qui a motivé la création de la conférence de la Semaine Africaine de l'Énergie ?

NJ Ayuk (NJ) : La Semaine Africaine de l'Énergie (AEW) a été créée en réponse au besoin urgent de relever les défis et les opportunités dans le domaine de l'énergie en Afrique, en particulier dans le contexte de la demande croissante du continent en matière d'accès à l'énergie, de développement et d'industrialisation. AEW offre une plate-forme aux gouvernements africains, aux entreprises et aux parties prenantes internationales pour se réunir et trouver des solutions africaines aux problèmes énergétiques. Le continent est confronté au double défi de répondre à ses besoins croissants en énergie, tout en faisant face aux pressions internationales pour s'éloigner des combustibles fossiles. AEW a été fondée pour promouvoir l'indépendance énergétique de l'Afrique, mettre en évidence les opportunités d'investissement et favoriser le dialogue qui équilibre le besoin de développement avec les objectifs de durabilité et qui se déroule sur le continent africain.

A.M. : Après avoir été lancé en 2021, AEW revient maintenant pour sa quatrième édition. Quel a été l'impact de l'événement sur le paysage énergétique africain au fil des ans ?

NJ : Depuis sa création en 2021, AEW a réuni des investisseurs mondiaux, des développeurs de projets et des gouvernements africains, facilitant ainsi des partenariats et des engagements d'investissement majeurs. AEW a servi de forum clé pour lutter contre la pauvreté en énergie du continent, en mettant l'accent sur l'exploitation des combustibles fossiles et des sources d'énergie propres. Cet événement a permis d'aligner les politiques énergétiques de l'Afrique sur les besoins de développement à long terme du continent, de promouvoir le Contenu Local, de stimuler le développement des infrastructures et de veiller à ce que les pays africains bénéficient directement de

leurs ressources naturelles. AEW a contribué à créer un environnement plus transparent et plus attrayant pour les investissements dans l'énergie, avec des pays comme le Nigeria, l'Angola et la République du Congo qui ont pris des mesures notables en faveur de réformes réglementaires et de partenariats public-privé qui ont renforcé le paysage opérationnel des projets pétroliers, gaziers et d'énergies renouvelables. Cela se reflète dans le thème de cette année : Investir dans les énergies africaines – La croissance énergétique grâce à un environnement favorable.

A.M. : Quelles sont les perspectives pour AEW 2024 ? Que doivent attendre les participants, de la Chambre Africaine de l'Énergie – en tant qu'organisateur de l'événement – pour les prochaines éditions, en particulier à la lumière du nombre d'événements similaires organisés à travers le continent ?

NJ : À l'avenir, AEW continuera à jouer un rôle central dans la sécurisation de l'avenir de l'Afrique en matière d'énergie. Dans l'ensemble de ses activités, la Chambre vise à favoriser une collaboration régionale plus approfondie,



NJ Ayuk, Président Exécutif de la Chambre Africaine de l'Énergie



à encourager l'innovation et à promouvoir des solutions pour l'énergie dirigées par des Africains. Avec le nombre croissant d'événements sur l'énergie à travers le continent, AEW se distingue en se concentrant sur les défis et les opportunités spécifiques de l'Afrique. Les prochaines éditions mettront probablement davantage l'accent sur l'exploitation des technologies émergentes telles que l'hydrogène vert et le captage du carbone, l'amélioration du commerce intra-africain et la facilitation des investissements alignés sur les objectifs

de souveraineté énergétique et d'industrialisation de l'Afrique. La Chambre s'engage à faire en sorte qu'AEW reste la première plateforme pour faire avancer l'agenda de l'énergie grâce à des stratégies pragmatiques et centrées sur l'Afrique. AEW continuera à plaider en faveur d'un mix énergétique équilibré, en soutenant à la fois les combustibles fossiles et les énergies renouvelables en tant que moteurs de la croissance économique, tout en répondant au besoin de résilience climatique et de durabilité.

La Chambre Africaine de l'Énergie

Fédérer les actions pour optimiser le rayonnement des entreprises opérant dans le secteur de l'énergie



African Energy Chamber

La Chambre Africaine de l'Énergie (AEC) a été fondée en 2018 pour promouvoir les investissements durables et les meilleures pratiques dans le secteur de l'énergie sur le continent.

La Chambre Africaine de l'Énergie rassemble différents acteurs de ce secteur ainsi que des autorités de régulation du monde entier pour discuter des enjeux africains et de l'impact des enjeux mondiaux sur les tendances environnementales et énergétiques du continent. Elle réfléchit également au développement de solutions créatives pour optimiser les opérations et les investissements tout au long de la chaîne de valeur énergétique du continent. La Chambre Africaine de l'Énergie, en partenariat avec l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains, APPO, accueille chaque année la Semaine Africaine de l'Énergie (AEW), une conférence de quatre jours qui rassemble des leaders africains de l'énergie, des investisseurs internationaux et des experts des secteurs public et privé pour discuter de l'ave-

nir du secteur de l'énergie sur le continent. Créé en 2021 dans le but d'éradiquer la précarité énergétique d'ici 2030, cet événement se compose d'une conférence interactive et d'une exposition. Il accueille des tables rondes, des forums d'investisseurs, des sommets de l'industrie et des opportunités de rencontres individuelles et fournit un cadre de discussions pour inscrire le développement énergétique africain dans une nouvelle trajectoire.

*À l'avant-garde
de l'industrie énergétique africaine*

La Chambre Africaine de l'Énergie s'efforce de maintenir un environnement commercial axé sur les résultats pour les entreprises opérant dans le secteur dynamique de l'énergie en Afrique.

Elle travaille avec des entreprises locales à travers le continent pour optimiser leur portée et leurs réseaux. Ses partenariats avec des dignitaires, des dirigeants et des entreprises internationaux permettent d'offrir des services pertinents à d'autres entités internationales qui cherchent à opérer sur le continent. Ce faisant, la Chambre rassemble les gouvernements volontaires et les entreprises crédibles pour assurer la croissance continue du secteur énergétique africain conformément aux pratiques commerciales standard internationales. Selon elle, en développant le secteur de l'énergie par le biais d'initiatives, les pays africains devraient se concentrer sur le développement d'un marché du gaz naturel qui servirait de base à l'industrie énergétique africaine. À cet égard, l'AEC se concentre sur l'établissement d'un marché commercial national solide.

Sensibilisation à l'investissement

Avec la diversification et l'expansion constantes du panier d'investisseurs africains, la Chambre Africaine de l'Énergie entreprend un programme actif de sensibilisation à l'investissement tout au long de l'année dans des régions clés telles que l'Asie (Inde, Chine, Asie du Sud-Est), la Russie, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord. Cette stratégie de sensibilisation à l'investissement se concentre sur des visites de travail stratégiques et ciblées présentant l'Afrique, ses marchés et ses opportunités d'investissement à des investisseurs et des entreprises sélectionnés. La Chambre est présente sur l'ensemble des marchés de l'énergie du continent et est en mesure de rassembler les principaux acteurs de l'industrie autour des enjeux et des sujets qui façonnent l'industrie. L'AEC collabore avec les entreprises qui

cherchent à entrer ou à se développer en Afrique, en fournissant des informations et des contacts internes pour assurer le succès. Le renforcement des capacités dans le secteur pétrolier et gazier en Afrique, le soutien au développement du Contenu Local et la garantie que la croissance de l'industrie mène à la création d'emplois sont au cœur du mandat de la Chambre. Avec ses partenaires, elle organise fréquemment des ateliers et des programmes de formation adaptés aux besoins des gouvernements, des compagnies pétrolières nationales et du secteur privé sur un large éventail de sujets, notamment le renforcement des capacités techniques, juridiques et financières.

Mise en œuvre de la politique

En collaboration avec ses partenaires et son réseau d'experts dans tous les domaines de la chaîne de valeur du pétrole et du gaz, AEC soutient l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de réglementations clés qui font de l'Afrique un meilleur endroit pour faire des affaires tout en veillant à ce que les entreprises et les communautés locales bénéficient des ressources naturelles du continent. De l'élaboration de schémas directeurs pour l'énergie et le gaz à la mise en œuvre de stratégies de Contenu Local, la Chambre soutient les secteurs public et privé dans tous leurs besoins politiques en Afrique. En outre, elle participe aux meilleurs forums et conférences internationaux sur l'investissement en Afrique et au-delà. Ses partenaires bénéficient de réductions exclusives pour assister à des événements mondiaux aussi prestigieux, prendre part aux conversations qui façonnent l'avenir de l'Afrique et trouver les bonnes opportunités pour développer leurs activités.

Retour sur l'édition précédente : AEW 2023

Le thème de l'AEW 2023 était « La renaissance de l'énergie en Afrique : donner la priorité à la pauvreté énergétique, aux personnes, à la planète, à l'industrialisation et aux marchés libres ». AEW 2023 a représenté le plus grand rassemblement d'acteurs de l'énergie sur le continent. À la base, l'événement a servi à promouvoir l'investissement dans le secteur de l'énergie en Afrique ; offrir une plateforme aux pays africains pour relever les défis associés à la précarité énergétique et à la Transition Énergétique ; favoriser la collaboration et le commerce intra-africains ; tout en développant de nouvelles straté-

gies pour stimuler la croissance en Afrique grâce à l'énergie durable. Il a été inauguré par les Présidents Hage Geingob de Namibie, Macky Sall du Sénégal et Yoweri Museveni de l'Ouganda, ainsi que par les Ministres respectifs de l'Énergie et du Pétrole de l'Afrique du Sud, du Soudan du Sud, de l'Ouganda, de la Guinée Équatoriale, du Congo-Brazzaville, du Ghana, du Mozambique et de bien d'autres. Des sessions spéciales et des tables rondes ont également eu lieu au cours de la Semaine, notamment une discussion animée par Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria.



Afrique du Sud

Un acteur incontournable du paysage énergétique africain

L'Afrique du Sud joue un rôle stratégique dans le secteur pétrolier africain, principalement en raison de sa position géopolitique, de son influence économique et de son implication dans les infrastructures énergétiques.

Le rôle de l'Afrique du Sud dans le pétrole africain comporte plusieurs aspects clés.

Hub énergétique et capacité de raffinage

Infrastructures de raffinage

L'Afrique du Sud possède l'une des capacités de raffinage les plus avancées d'Afrique. Ses raffineries, comme celles de Durban, du Cap et de Sasolburg, traitent à la fois du pétrole brut importé et produit localement. Cela fait de l'Afrique du Sud un acteur important dans le secteur pétrolier en aval.

Petrochimie

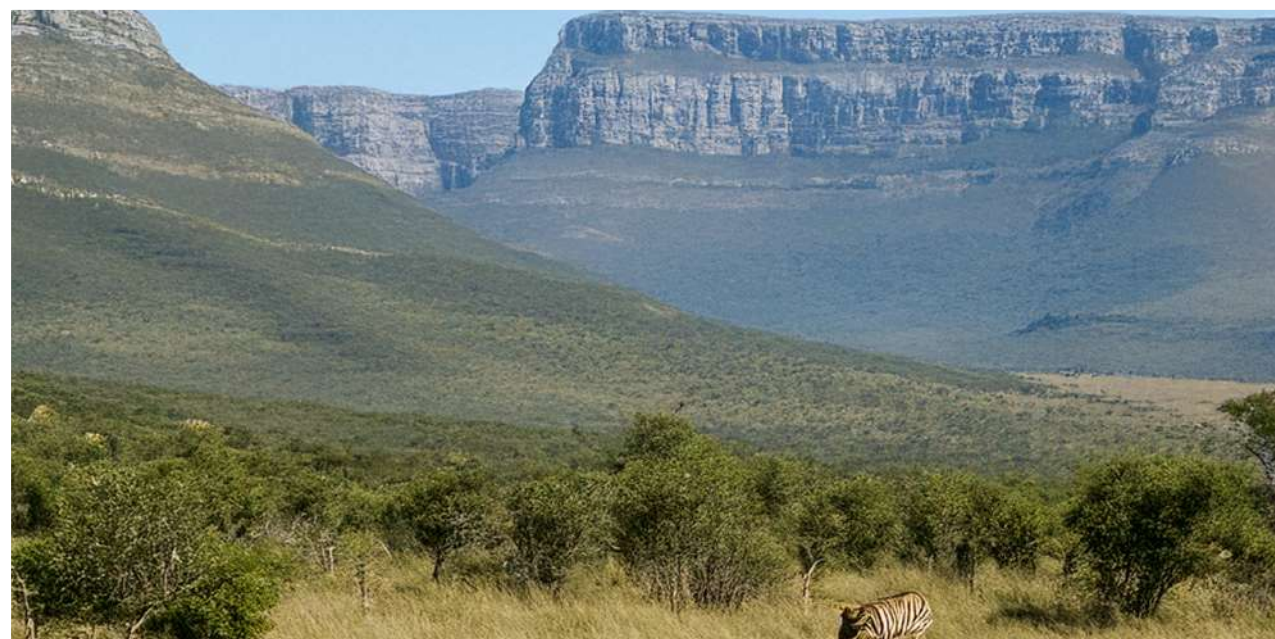
L'Afrique du Sud, par l'intermédiaire d'entre-

prises comme Sasol, est un leader dans la production de produits pétrochimiques et de carburants synthétiques, ce qui la distingue en tant qu'innovateur technologique dans la chaîne de valeur du pétrole en Afrique.

Importateur et consommateur de pétrole

Dépendance à l'import

L'Afrique du Sud est un important importateur de pétrole brut, principalement en raison de la production nationale limitée de pétrole. Elle importe du brut de pays comme le Nigeria, l'Angola et le Moyen-Orient, fournissant des marchés aux pays africains producteurs de pétrole.



Vivier de consommateurs

En tant que l'une des plus grandes économies d'Afrique, l'Afrique du Sud est un important consommateur de produits pétroliers, ce qui stimule la demande de pétrole sur le continent et soutient indirectement la production et le commerce.

Investissement dans la production pétrolière africaine

Entreprises énergétiques

Les entreprises sud-africaines, y compris la société d'État PetroSA et des entreprises privées comme Sasol et Engen, investissent dans l'exploration, la production et la distribution de pétrole dans d'autres pays africains. Cela stimule l'investissement intra-africain dans le secteur de l'énergie.

Partenariats régionaux

L'Afrique du Sud collabore souvent avec des pays africains riches en pétrole, tels que l'Angola et le Nigeria, par le biais d'accords commerciaux, de coentreprises et de projets de développement d'infrastructures.

Diplomatie et influence énergétiques

Influence diplomatique

En tant que membre du bloc des BRICS et avec une forte présence diplomatique à travers l'Afrique, l'Afrique du Sud joue un rôle dans l'élaboration des politiques liées à l'énergie, au changement climatique et au développement durable en Afrique.

Rôle dans la SADC

L'Afrique du Sud est un pays de premier plan au sein de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), et ses politiques énergétiques ont un impact significatif sur la sécurité énergétique et le commerce des produits pétroliers dans la région de l'Afrique Australe.



Feu l'ancien Président Sud-Africain Nelson Mandela

Exploration pétrolière et gazière

Potentiel extracôtier

L'Afrique du Sud elle-même a exploré le potentiel pétrolier et gazier offshore, en particulier dans les régions situées au large des côtes ouest et sud. Bien que la production nationale demeure limitée, les découvertes de pétrole et de gaz pourraient faire passer son rôle d'importateur à celui de producteur plus actif.

Transition vers les énergies renouvelables

Diversification énergétique

Le rôle de l'Afrique du Sud dans le secteur pétrolier est également influencé par sa politique énergétique plus large, qui comprend la diversification vers les sources d'énergie renouvelables. Cela positionne l'Afrique du Sud comme un leader dans la transition du continent vers l'énergie durable, ce qui pourrait affecter la demande et les stratégies d'approvisionnement en pétrole à l'avenir. Dans l'ensemble, l'Afrique du Sud agit comme un acteur stratégique clé dans le secteur pétrolier africain, non seulement en tant qu'importateur et raffineur, mais aussi par le biais d'investissements, de partenariats régionaux et de diplomatie énergétique qui façonnent le paysage énergétique africain au sens large.



S.E. Dr. Diamantino Pedro Azevedo, Ministre des Ressources Minérales, du Pétrole et du Gaz de la République d'Angola

La marque d'un réformateur talentueux

Nommé en 2017 Ministre des Ressources Minérales, du Pétrole et du Gaz (MIREMPET) de la République d'Angola, S.E. Dr. Diamantino Pedro Azevedo suscite l'admiration pour son engagement indéfectible au service de l'industrie pétrolière et gazière de son pays, de l'Afrique et du monde. Sous sa direction, des progrès significatifs ont été réalisés, contribuant à consolider la position de l'Angola en tant qu'acteur de première ligne dans l'environnement mondial du pétrole et du gaz.

S.E. Diamantino Pedro Azevedo, titulaire d'un doctorat en génie minier de l'Université technique de Berlin, a commencé sa carrière dans l'industrie pétrolière et gazière angolaise en 1997, lorsqu'il a rejoint le Ministère de la Géologie et des Mines de la République d'Angola en tant que consultant auprès du Ministre. Il est ensuite nommé Directeur National des Relations Internationales, puis Vice-Président du Fonds de Développement Minier. De 1998 à 2017, il a enseigné l'économie minérale pour les étudiants du cours de génie minier, et l'évaluation de projets pétroliers et gaziers pour les étudiants en génie pétrolier, à la Faculté d'Ingénierie de l'Université Agostinho Neto, à Luanda. Il a également été invité à donner des conférences sur la géologie économique à des étudiants de maîtrise en géologie de la même université.

Des résultats tangibles enregistrés

Sous la direction de S.E. Diamantino Pedro Azevedo, des progrès significatifs ont été réalisés dans le secteur pétrolier et gazier, notamment la restructuration de SONANGOL E.P. en 2018/2020. Cette réforme visait à redéfinir l'orientation de l'entreprise pour son activité nucléaire en tant que société d'exploration et de production d'hydrocarbures, de raffinage, de commercialisation et de distribution de produits pétroliers. Cela a ren-

du cet SNH plus efficace et plus rentable. M. Azevedo a également travaillé à la création de l'Agence Nationale du Pétrole, du Gaz et des Biocarburants (ANPG), en 2019, en tant que concessionnaire national, avec attributions pour réglementer, superviser et promouvoir l'exécution des activités pétrolières. Il a également travaillé à l'institutionnalisation de l'Institut de régulation des dérivés du pétrole (IRDP), en 2018, en tant qu'organisation dont la mission principale est de réglementer le secteur des dérivés du pétrole.

Réforme du cadre juridique

Concentrés sur l'objectif de créer un environnement propice au retour de la stabilité dans le secteur, le ministre et son équipe ont préparé et soumis à l'approbation plusieurs instruments juridiques. Il s'agit notamment du DLP n° 86/18 du 2 avril sur les règles et procédures d'appel d'offres pour l'acquisition de l'adhésion du concessionnaire national et pour l'attribution de marchés de biens et de services dans le secteur pétrolier, DLP n° 5/18 du 18 mai sur le régime juridique des activités de recherche supplémentaires dans les zones de développement des concessions pétrolières, DLP n° 6/18 du 18 mai, qui définit les incitations et la procédure d'adéquation des conditions contractuelles et fiscales dans les zones marginales qualifiées,



DLP n° 7/18 du 18 mai, sur le régime juridique et fiscal applicable à la prospection, à la recherche, à l'évaluation et au développement, à la production et à la vente de gaz naturel en Angola et DP n° 91/18 du 10 avril sur les règles et procédures d'abandon des puits et de désaffectation du pétrole et les installations de gaz. Toujours sous sa direction, la stratégie de concession pétrolière pour la période 2019-2025 a été préparée et est mise en œuvre avec succès. Il a également travaillé à maximiser la récupération du pétrole brut dans les champs en production et dans le développement des champs à faible attractivité.

Réformes du gaz

Ici, il est important de souligner la mise en œuvre par le Ministre de projets structurants de promotion, de développement et de production de gaz, avec un accent particulier sur la création du New Gas Consortium. Enfin, s'agissant des enjeux de l'industrie pétrolière et gazière, face à la Transition Énergétique incarnée par le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables, le MIREMPET a, sous son impulsion, inscrit dans le Plan National de Développement 2023-2027, quelques objectifs concrets, dont ceux liés à la promotion de l'efficacité énergétique en amont et en aval dans le but de réduire les émissions de dioxyde de carbone et de méthane, le développement de la production de biocarburants, l'élaboration du Plan Directeur du gaz en tant que stratégie pour le développement du gaz naturel en Angola avec une vision à 30 ans, axée sur le marché intérieur et les exportations. Il s'est également efforcé à encourager la compagnie pétrolière et gazière nationale, Sonangol E.P. et les compagnies pétrolières internationales opérant en Angola à inves-



tir

dans les énergies renouvelables et propres, à encourager les compagnies pétrolières à investir également dans le boisement et la reforestation et à mettre en œuvre plusieurs projets de compensation carbone et de neutralité carbone ciblant le marché des crédits carbone.

Un parcours international exemplaire

S.E. Diamantino Pedro Azevedo (PhD) est président du Comité National de Coordination de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en Angola depuis 2020. En 2022, il a présidé l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO), période au cours de laquelle le protocole d'accord pour la création de la Banque Africaine de l'Énergie a été signé à Luanda. En 2021, il a été président de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). De 2006 à 2017, il a été Président du Conseil d'Administration de FERRANGOL et président non exécutif de plusieurs sociétés minières en Angola. Au cours de cette période, il a été impliqué dans différents groupes de travail, comme celui mis en place pour l'élaboration du nouveau Code Minier angolais et du Plan géologique national. En 2002, il a été nommé Directeur Général de l'ancien Centre Minier d'Afrique du Sud et de l'Est (SEAMIC), basé à Dar Es Salaam, en Tanzanie, poste qu'il a occupé jusqu'en 2006.



S.E.M. Adolphe Moudiki, Administrateur Directeur Général (ADG) de la SNH, Plénipotentiaire du Cameroun auprès du Conseil des Ministres de l'APPO et Président de l'APPO

Un cachet indélébile sur le secteur pétrolier et gazier du Cameroun

Nommé il y a une trentaine d'années ADG de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), S.E. Adolphe Moudiki a eu une carrière exceptionnelle, occupant différents postes clés à responsabilité, et faisant preuve d'une parfaite maîtrise des questions africaines contemporaines, tant dans les domaines techniques qu'administratifs.



Une carrière élogieuse

S.E.M. Adolphe Moudiki est né le 10 décembre 1938 à Yaoundé. Magistrat expérimenté, il a exercé dans diverses juridictions à travers le Cameroun, avant d'occuper d'importants postes de responsabilité dans la haute administration et à la tête d'entreprises stratégiques de l'État. Il a été, entre autres, Secrétaire Général du cabinet du Premier Ministre de 1976 à 1982, année où il a assumé le poste de Président-Directeur Général de la Société Nationale des Chemins de Fer du Cameroun.

À ce poste, il a dirigé le réaligement de la ligne de chemin de fer Douala-Yaoundé, mis en circulation un train rapide de voyageurs et construit une gare centrale moderne à Douala. S.E. Moudiki a par la suite occupé deux portefeuilles ministériels. Il a été Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (1987-1988) et Ministre de la Justice, garde des Sceaux (1989-1991).

Des preuves indéniables dans l'industrie

S.E.M. Adolphe Moudiki est nommé Administrateur Directeur Général de la SNH le 6 février 1993. Il s'est alors lancé dans des négociations sur la construction d'un oléoduc pour le transit à travers le territoire camerounais du pétrole brut produit au Tchad. Les travaux de construction de

l'ouvrage, lancés le 20 septembre 2000 à Kribi, se sont achevés en mars 2003. L'inauguration a eu lieu le 12 juin 2004, en présence des Présidents Paul Biya du Cameroun, feu Idriss Déby du Tchad, Theodoro Obiang Nguema Mbasogo de la Guinée Équatoriale, François Bozizé de la République Centrafricaine et Blaise Compaoré du Burkina Faso. S.E. Il a également modernisé le cadre juridique et réglementaire régissant les activités d'exploration/production d'hydrocarbures, à travers la mise en œuvre des Codes du pétrole et du gaz, de leurs textes d'application et d'un contrat pétrolier type.

Des résultats éloquentes

En tant que numéro 1 de la SNH, S.E. Moudiki a reçu des hommages élogieux. Sous sa direction, la SNH est devenue l'entreprise qui a le chiffre d'affaires le plus élevé sur la scène nationale et sous-régionale. En 2008, l'entreprise a remporté le trophée de la meilleure compagnie pétrolière nationale d'Afrique. Aujourd'hui groupe solide et viable, véritable locomotive de l'économie nationale, la SNH compte 13 sociétés dans son portefeuille. S.E. Moudiki est Président du Conseil d'Administration de certaines d'entre elles. Plénipotentiaire du Cameroun au Conseil des Ministres de l'APPO, il en a été le président de 2007 à 2008. À ce titre, il a dirigé plusieurs réformes, dont l'élaboration d'un manuel de procédures visant à améliorer la gestion administrative, financière et comptable du Secrétariat et la mise en place de la base de données de l'organisation. En 2018, toujours dans sa logique de faire progresser l'industrie pétrolière et gazière au Cameroun, S.E. Moudiki a fait entrer le Cameroun dans le cercle restreint des pays producteurs de gaz naturel en 2018, faisant du pays le 20ème exportateur mondial et le premier en Afrique Centrale. Cela a été rendu possible grâce à la mise en œuvre du projet de gaz naturel liquéfié flottant (FLNG), qui a abouti à la mise en service de la première usine flottante au monde issue de la conversion d'un méthanier. S.E. Moudiki a reçu, tout au long de sa carrière exemplaire, plusieurs distinctions honorifiques. Au Cameroun, il est Commandeur et Grand Officier de l'Ordre de la Valeur et Médaille de la Valeur des Forces Armées. Il est également Officier du Mérite en France et Commandeur du Mérite en Espagne.

Note sur l'industrie pétrochimique en Afrique

Cette série examine le paysage pétrochimique africain, les nouveaux projets, les forces et les faiblesses et des recommandations pour le développement de l'industrie pétrochimique africaine.

Malgré les liens étroits qu'elle entretient avec l'industrie du raffinage du pétrole, avec laquelle elle partage de nombreuses similitudes, l'industrie pétrochimique est très souvent méconnue du public. En Afrique, en raison du nombre relativement faible de complexes pétrochimiques, d'installations et, plus généralement, d'infrastructures, ce manque de connaissances et de compréhension s'accroît, alors même que l'utilisation de la pétrochimie ne cesse d'augmenter. Dans les années à venir, l'industrie pétrochimique pourrait offrir un débouché aux hydrocarbures africains, contrairement aux carburants, où la croissance de la demande ralentit. L'industrie pétrochimique est un secteur crucial de l'industrie chimique qui se concentre sur la production d'une large gamme de produits chimiques et de matériaux dont nous dépendons tous les jours, y

compris les engrais utilisés dans l'agriculture en Afrique. En général, le gaz naturel, le pétrole brut et, dans une moindre mesure, le charbon sont les matières premières primaires de base pour la fabrication de produits pétrochimiques. Selon l'AIE, en 2017, environ 14 %, soit 13 millions de barils par jour de pétrole mondial, et environ 8 %, soit 300 milliards de mètres cubes de gaz, sont consommés pour produire des produits pétrochimiques, dont environ la moitié a servi de matière première. À l'avenir, sur l'augmentation prévue de près de 10 millions de barils par jour de la demande mondiale de pétrole d'ici 2030, l'industrie chimique devrait contribuer à plus de 30 %. Les produits pétrochimiques primaires, éléments clés sur lesquels repose la majeure partie de l'industrie chimique, représentent environ les deux tiers de la consommation totale de produits énergétiques finaux du secteur.



Vue d'une industrie pétrochimique



Ces produits chimiques primaires sont divisés en trois groupes en fonction de leur structure chimique :

- Oléfines : les oléfines comprennent l'éthylène, le propylène, les butènes et le butadiène.
- Aromatiques : les aromatiques comprennent le benzène C₆H₆, le toluène C₇H₈ et les xylènes mixtes C₈H₁₀.
- Gaz de synthèse : le gaz de synthèse est un mélange de monoxyde de carbone et d'hydrogène utilisé pour fabriquer de l'ammoniac et du méthanol. Les usines de reformage à la vapeur de gaz naturel sont utilisées pour produire du gaz de synthèse qui est lui-même converti en méthanol et en ammoniac/urée.

Le paysage industriel pétrochimique en Afrique

Le continent africain possède une industrie pétrochimique en pleine croissance, avec des usines existantes et un potentiel prometteur de développement futur. Une ventilation du paysage montre pour la situation actuelle, plus de quinze (15) complexes pétrochimiques actifs répartis dans divers pays, avec des concentrations importantes en Égypte et en Algérie. Une large gamme de produits est fabriquée, notamment des plastiques (polyéthylène, polypropylène, PVC, etc.), des engrais (urée, ammoniac, etc.) et des détergents et autres produits chimiques : méthanol, butadiène, etc. L'Afrique du Nord a construit un paysage pétrochimique dynamique et diversifié avec un impact significatif sur l'économie et le développement de la région. La région est également une plaque tournante de l'activité pétrochimique en Afrique. Pour sa part, l'Afrique de l'Ouest abrite une industrie pétrochimique en plein essor, avec un potentiel de croissance important stimulé par l'augmentation de la demande intérieure, l'abondance des ressources naturelles dans certains pays et les opportunités d'exportation. Les usines pétrochimiques de base n'ont été identifiées qu'au Nigeria. En ce qui concerne la région de l'Afrique centrale, le paysage pétrochimique est actuellement très limité. L'usine pétrochimique du Tchad a été identifiée comme la seule installation capable de produire des produits pétrochimiques de base. De plus, avec deux grandes usines pétrochimiques, l'industrie pétrochimique de l'Afrique du Sud se distingue comme la plus établie et la plus développée d'Afrique Australe, avec une histoire riche et des contributions importantes à l'économie nationale.

Projets pétrochimiques en Afrique

Il existe plusieurs projets de développement d'usines pétrochimiques en Afrique visant à développer l'industrie pétrochimique du continent. Ces projets visent

à tirer parti des ressources naturelles de l'Afrique et à répondre à la demande croissante de produits pétrochimiques. Voici un aperçu de quelques projets clés.

Complexe Ain Sokhna de la société pétrochimique Tahrir

Le complexe pétrochimique Tahrir sera construit à la périphérie nord d'Ain Sokhna, dans le gouvernorat de Suez, en Égypte. Le complexe est un projet s'étendant sur une superficie de 3,56 millions de mètres carrés. Le complexe pétrochimique Tahrir est une usine de craquage de naphta d'une production de 4 000 000 de tonnes métriques par an. Cette installation sera complétée par des unités en aval capables de produire du propylène, du polyéthylène et du butadiène

La holding égyptienne de pétrochimie Complexe El-Alamein

Le complexe égyptien Petrochemicals El-Alamein sera construit sur une superficie de 6,72 kilomètres carrés dans la ville de New Alamein, dans le gouvernorat de Matrouh, en Égypte. Le complexe devrait produire du styrène, du propylène, de l'acide acétique et d'autres produits. Le projet est actuellement en phase d'annonce et devrait entrer en exploitation commerciale en 2028

Laiton Engrais & Entreprise Pétrochimique Complexe de laiton

Le complexe de production de méthanol et d'ammoniac sera situé à Odioma, sur l'île de Brass, dans l'État de Bayelsa, et exploité par Brass Fertilizer & Petrochemical Co (BFPC). L'usine devrait produire 770 000 tonnes métriques par an d'ammoniac, 1,3 million de tonnes métriques par an d'urée et 1,75 million de tonnes métriques par an de méthanol.

Groupe OCP et Nigeria Sovereign Investment Authority

En mai 2022, la Nigeria Sovereign Investment Authority (NSIA) et le groupe OCP, une société marocaine, ont convenu d'une coentreprise pour la construction d'une usine d'engrais. Le projet sera situé dans l'État d'Akwabom. L'usine devrait utiliser le gaz naturel nigérian pour produire 750 000 tonnes métriques d'ammoniac et sera inaugurée en 2025.

Enfin, **Tanzania Mbolea and Petrochemicals Company Kilwa Complex** est un futur complexe pétrochimique situé à Lindi, en Tanzanie. Le complexe de Kilwa utilisera le gaz naturel comme principale matière première. Elle produira une variété de produits pétrochimiques, notamment de l'urée et de l'ammoniac. Le complexe devrait entrer en exploitation commerciale en 2028.



Optimiser les accords de partenariat en amont

L'objectif de cette analyse est de mettre en évidence des points critiques dans la négociation d'accords en amont en vue d'éviter des failles qui pourraient être coûteuses pour les pays producteurs. Onze domaines sont examinés, à savoir l'environnement, le transfert de technologie, le Contenu Local, le régime fiscal, la fiscalité, la gestion du gaz naturel, les qualifications, le calendrier de développement des projets, l'ESG (environnemental, social et de gouvernance), le maintien des normes et la gouvernance (transparence et institutions).

De nouvelles séries de licences sont en préparation dans les pays producteurs de pétrole et de gaz qui veulent tirer parti d'un environnement mondial de prix élevés de l'énergie dans un monde géopolitique fragmenté caractérisé par la volatilité des prix et l'incertitude des perspectives de la demande. Nos recommandations visent à préserver le pouvoir de négociation des Pays Membres pendant les négociations.

Les recommandations s'appuient sur trois contributions principales : l'étude comparative des régimes juridiques et contractuels d'hydrocarbures dans les Pays Membres de l'APPA publiée le 31 juillet 2012, les faits saillants des révisions des lois pétrolières de 2019 en Algérie, au Bénin, au Cameroun, au Gabon, au Sénégal, en Somalie et en Afrique du Sud, et les tendances actuellement observées chez les principales parties prenantes de l'industrie, le secteur privé (entreprises) et la société civile.

L'évolution des contrats pétroliers est historiquement la manifestation de développements politiques, économiques, environnementaux et sociaux. Les coûts, le partage des risques et le contrôle national ont constitué la base de cette évolution.

En bref, les régimes fiscaux de la juridiction pétrolière consistent en des redevances, des taxes et d'autres mécanismes développés par l'État pour réclamer une part de la valeur économique générée par les activités en amont. Idéalement, les

États adoptent des régimes fiscaux à long terme simples, prévisibles, stables et transparents, établissant un équilibre optimal entre la maximisation de la valeur d'une ressource pétrolière et l'incitation des partenaires ou des investisseurs du secteur privé à exploiter pleinement la ressource.



Les principales considérations de l'État lors de l'élaboration d'un régime fiscal pour le secteur pétrolier portent au minimum sur les sujets suivants :

1. L'objectif du régime fiscal

- Encourager l'investissement.
- Maximiser la point de vue gouvernemental.
- Accroître l'emploi, le développement des infrastructures, la diversification économique et la préservation de l'environnement.
- Mettre en balance les redevances et impôts avec les charges dans divers domaines et régions pétrolières.
- Encourager et accélérer la mise en valeur de certains types de ressources pétrolières.

2. Le régime fiscal est adapté aux différents types de pétrole.

- Types de ressources pétrolières à mettre en valeur et régimes fiscaux qui sont les mieux alignés sur les

profils pétroliers, c'est-à-dire une approche unique par rapport aux types de pétrole.

- Les régimes fiscaux de l'État sont conçus de manière à intégrer un retour sur investissement (ROI) raisonnable défini pour l'investisseur.

3. Le système du cadre budgétaire favorise la réalisation d'objectifs à long terme et soutient la construction d'infrastructures favorables.

- L'impact du régime fiscal actuel sur le niveau des futures activités pétrolières en amont.
- Durabilité de l'augmentation des impôts/redevances sur un plus petit nombre de champs pétroliers par rapport à la réduction des impôts/redevances sur une base plus large.
- Les politiques fiscales ont un impact sur la valeur économique locale du secteur pétrolier.

4. Le choix du régime fiscal et l'impact sur la rentabilité et les prix des matières premières.

- Neutre - l'État reçoit la même part des bénéfices, quel que soit le profil de rentabilité.
- Progressif - l'État reçoit une plus grande part des bénéfices lorsque les bénéfices augmentent.
- Régressif - l'État reçoit une part moindre des bénéfices lorsque les bénéfices augmentent.
- Une combinaison intelligente des trois modes.

5. Transparence et clarté juridique du régime fiscal.

- Simple à administrer et à comprendre.
- Les changements de politique sont signalés bien avant l'adoption légale. Les parties prenantes et les investisseurs sont informés et consultés.
- Des processus de règlement des différends justes et équitables.

6. Le régime fiscal intègre pleinement les considérations des parties prenantes.

- Les contraintes sociétales telles que les consultations des communautés locales, la gouvernance environnementale et sociale (ESG), la responsabilité sociale des entreprises (RSE), les infrastructures, le logement social et d'autres formes d'avantages non monétaires.
- La géopolitique comme la Transition Énergétique, la cybersécurité et la concurrence entre les pays.



M. Mohamed Souidi est le premier Secrétaire Exécutif de l'APPA

Créée le 27 janvier 1987 à Lagos, au Nigeria, l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO), anciennement connue sous le nom d'Association des Producteurs de Pétrole Africains (APPA), a été créée pour servir de plateforme de coopération et d'harmonisation des efforts, de collaboration, de partage des connaissances et de l'expertise entre les pays africains producteurs de pétrole. Son tout premier Secrétaire Exécutif est M. Mohamed Souidi (Algérie, Pays Membre). M. Souidi est titulaire d'une maîtrise en ingénierie d'État en Raffinage, Pétrochimie et Technico-Economie et a une bonne maîtrise de l'arabe, du français et de l'anglais. Il a commencé sa carrière à l'Institut Algérien du Pétrole (IAP) où il a travaillé pendant onze ans dans des activités de recherche et développement et de formation d'ingénieur. Il rejoint ensuite le Ministère de l'Énergie où il occupe pendant une douzaine d'années des postes de direction de l'État en tant que Directeur des activités pétrolières et gazières.

Un pionnier

Nommé premier Secrétaire Exécutif de l'Association des Producteurs de Pétrole Africains (APPA) en 1989, M. Souidi a eu la délicate tâche de jeter les bases de la jeune Association. Fort de sa riche expérience à la fois à l'IAP et au Ministère de l'Énergie, M. Souidi a occupé ce poste pendant six ans. Plusieurs réalisations sont à son actif. Il s'agit, entre autres, de la création, du lancement et de la gestion du Secrétariat, de la réalisation de l'étude

en vue de la création de la Banque de données de l'APPA, de la création du Fonds de coopération technique de l'APPA et du lancement et de la direction de la publication du Bulletin de l'APPA de 1991 à 1995. M. Souidi a également organisé et participé activement aux réunions officielles de l'APPA, qu'il s'agisse des Conseils des Ministres ou des Comités d'experts, et il a procédé à la mise en œuvre des Programmes d'action de 1989 à 1995. Après la fin de son deuxième mandat en tant que Secrétaire Exécutif, il a été désigné en 1995 à Luanda par le Conseil des Ministres comme consultant permanent auprès de l'APPA. En 2006, M. Souidi a été nommé premier Directeur Exécutif du Fonds de Coopération Technique de l'APPA, dont le siège est à Cotonou, au Bénin. À ce titre, il était responsable de la création, du lancement et de la gestion de ce Fonds. M. Souidi a une bonne connaissance de l'environnement industriel et pétrolier algérien, africain et international.

Une expertise sectorielle éprouvée

Après son mandat de Directeur Exécutif du Fonds APPA, son expertise a été sollicitée, pour l'élaboration du programme d'actions de l'APPA et en tant que consultant avec la participation d'experts de la Côte d'Ivoire, pour l'audit de l'économie de la raffinerie de N'Djamena au Tchad, notamment celle du prix des produits pétroliers à la sortie de la raffinerie. Il a mené ou participé à plusieurs travaux et études, dont une étude de faisabilité d'unités et de structures

industrielles pour produire des biens et des services, l'élaboration d'un modèle de valeurs relatives du pétrole brut au Queen Mary College de Londres pour le compte de l'OPEP, une étude d'un modèle énergétique mondial conçu par l'Université de Californie du Sud pour le compte de l'OPEP, ainsi qu'une étude sur l'adéquation de l'offre et de la demande de produits pétroliers en Algérie avec l'élaboration d'un modèle mathématique de raffinage. Il a piloté des projets de relooking de la raffinerie de Nouadhibou et de construction de l'usine de LPG de Nouakchott, et a

participé au Think Tank sur l'élaboration d'une politique énergétique nationale et la conception d'un modèle de consommation d'énergie. En plus de ses études et de son travail, il a des compétences de création et animation des programmes de formation, développement des modèles énergétiques, analyse des études technico-économiques, organisation des séminaires internationaux, participation à des conférences et production des expositions. Au cours de sa carrière, il a développé et consolidé des relations très fortes avec des entreprises africaines et étrangères.

Mohamed SOUIDI : « Je reste proche des activités de l'APPO ainsi que celles du Fonds que je considère comme mes bébés ».

En 1989 j'ai postulé pour un poste au sein du Secrétariat de l'OPEP. Le Ministre de l'Energie à cette date, Son Excellence Sadek Boussena, m'avait convié à son bureau pour me déclarer qu'il ne voyait pas en moi une candidature autre que celle de Secrétaire Général de l'Organisation. Or le poste n'était pas libre et il aurait fallu attendre encore plusieurs années la fin du mandat de l'occupant en place. C'est alors que le Ministre m'a proposé de postuler comme Premier Secrétaire Exécutif de l'Association des Producteurs de Pétrole Africains (APPA) dont le démarrage des activités venait d'être décidé par le Conseil des Ministres. Deux candidats étaient en lice, après délibération du Conseil des Ministres, j'ai été désigné.

Mes fonctions ont débuté en 1989 avec, à mes côtés, pour tout personnel, une secrétaire et un chauffeur mis à disposition par le pays hôte. Mes activités ont consisté à mettre en place les différents Statuts ainsi que l'Accord de Siège avec la contribution des Pays Membres. Les réalisations effectuées durant les deux termes de mon mandat sont parfaitement décrites dans l'article ci-contre.

Ce n'est qu'une année plus tard que le Secrétariat a été renforcé avec la nomination de l'Assistant Administratif et Financier originaire du Cameroun et deux ans plus tard par celle de l'Assistant Technique originaire du Nigeria.

Ma vision et mon objectif étaient que les missions dévolues à l'Association telles que décrites dans l'Accord de Création de l'APPA soient mises en œuvre rapidement et effectivement. Cela a été concrétisé par l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'actions, par la prise en charge volontariste d'actions par les Pays Membres, qui étaient soumis à approbation lors des sessions du Conseil des Ministres.

J'aurais souhaité assister au développement effectif des échanges d'expériences et de coopération notamment celui des échanges d'expertise disponible dans les Pays Membres ainsi que la réalisation en partenariat d'études et de projets. Au terme de mes deux mandats (c'était le maximum), mon successeur désigné à la tête du Secrétariat a été Monsieur Maxime Obiang originaire du Gabon.

J'ai retiré de ma mandature, une expérience internationale exaltante et très enrichissante et je remercie les Pays Membres de la confiance placée en moi. Onze années plus tard en 2006, lorsque le Conseil des Ministres de l'APPA a décidé le démarrage

des activités du Fonds APPA pour la Coopération Technique à Cotonou, Bénin, j'ai été sélectionné et élu pour le poste de Directeur Exécutif du Fonds notamment grâce à l'expérience internationale acquise lors de mon passage à la tête du Secrétariat Exécutif de l'Association.

Là également j'ai connu le même parcours que celui vécu lors de mes deux mandats à titre de Secrétaire Exécutif de l'Association. Grâce à la contribution du pays hôte, dès ma prise de fonction, un chauffeur et une année plus tard, un secrétaire, ont été mis à disposition de la Direction du Fonds. Ce n'est que lors de la dernière année de mon mandat en 2009, que la Direction du Fonds a été renforcée toujours grâce au soutien du pays hôte, par la mise à disposition d'une Assistante en Administration et Finances originaire du Bénin.

J'ai commencé par mettre en place le cadre institutionnel du Fonds et, comme le budget de fonctionnement du Fonds était alimenté exclusivement par les intérêts générés, j'ai dû effectuer avec beaucoup de précaution les placements du Capital Social du Fonds qui s'élevait à l'époque à cinq millions de dollars US.

Lors de cette même année et sur recommandation du Conseil des Ministres, un avant-projet portant sur l'élaboration des critères d'éligibilité ainsi que sur les conditions de financement par le Fonds APPA et de remboursement par l'emprunteur, a été préparé par la Direction du Fonds et transmis au Secrétariat Exécutif de l'APPA associé à cette mission, en vue de son examen par le Comité des Experts avant soumission au Conseil des Ministres.

Je regrette durant la courte période à la tête de la Direction du Fonds de n'avoir pu assister à la mise en œuvre concrète de financements d'études et de projets individuels ou collectifs en vue de développer la Coopération Technique qui est la principale vocation du Fonds.

Malgré les sollicitations de plusieurs Pays Membres, je n'ai pas voulu postuler pour un 2ème mandat pour des raisons familiales et personnelles. Mon successeur, Monsieur Babafemi O. Oyewole originaire du Nigeria, a été désigné à la tête de la Direction Exécutive du Fonds.

Néanmoins mon passage au Fonds, m'a permis d'enrichir mon expérience dans le domaine financier. Je garde d'excellents souvenirs et reste proche des activités de l'APPO ainsi que celles du Fonds que je considère comme mes bébés.



1973: Le premier choc pétrolier

Un choc pétrolier est une crise mondiale des prix du pétrole. Elle se caractérise par une forte hausse du prix du pétrole, ce qui a un impact négatif sur la croissance économique mondiale. De l'avis des économistes, deux chocs pétroliers ont marqué l'histoire du XXe siècle. La première s'est produite en 1973.



La survenue du premier choc pétrolier mondial en 1973 s'explique par plusieurs facteurs, notamment le contexte international marqué par la guerre du Kippour. En effet, en 1973, le conflit faisait rage entre Israël et ses voisins arabes. Les États-Unis et certains pays européens ont offert un soutien militaire et autre support à Israël dans la guerre contre les Arabes. En retour, les Pays Arabes exportateurs de pétrole ont décidé d'imposer un embargo sur les ventes de pétrole aux États-Unis et aux États européens. Cette décision était sans précédent dans l'histoire du marché mondial de l'énergie, où les États-Unis et l'Europe s'étaient habitués

pendant des décennies à compter sur l'énergie étrangère pour stimuler leurs économies et vivre confortablement. Il est important de noter qu'au cours de la décennie des années 1960, la demande de pétrole a augmenté de plus de 7% par an. Dès 1972, les États-Unis ont atteint leur « pic pétrolier », c'est-à-dire le point de production maximale. Pour pallier cette pénurie, les États-Unis importent une quantité toujours croissante de pétrole, notamment extrait au Moyen-Orient. L'embargo a entraîné une hausse en spirale des prix mondiaux du pétrole, ce qui a permis aux producteurs de pétrole d'avoir leur mot à dire dans la détermination du marché pétrolier.



Les effets d'une crise économique

Le choc a eu un impact significatif sur les économies de tous les pays consommateurs de pétrole. Il en résulte une période de stagflation, combinant une croissance faible avec une forte hausse des prix. Plus généralement, le premier choc pétrolier a marqué la fin de la période de croissance accélérée qu'avaient connue les pays occidentaux, en raison de la disponibilité d'un pétrole bon marché. Alors que la production globale de ces pays est perturbée par l'augmentation du prix du pétrole, les entreprises répercutent en partie l'augmentation de leurs coûts de production sur leurs clients. Le résultat de ces développements est que les dirigeants politiques des États-Unis et des pays d'Europe ont décidé de se sevrer de la dépendance au pétrole étranger. C'est pourquoi, à partir des années 1970, ils se sont concentrés sur l'élaboration



Une station en Pennsylvanie en 1973



Une ligne double de voitures dans une station à New-York city en décembre 1973

de stratégies pour être indépendants de l'énergie étrangère. Après de nombreuses tentatives infructueuses, ils ont réussi à imposer un nouveau changement de paradigme sur l'approvisionnement en énergie, par euphémisme la Transition Énergétique. Depuis l'Accord de Paris sur le climat de 2015, ces pays ont rassemblé le reste du monde pour qu'il abandonne les

combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables. Peu de gens comprennent vraiment que la quête de la Transition Énergétique Mondiale défendue par les pays développés d'Europe et d'Amérique, qui ont également été victimes de l'embargo pétrolier en 1973, est davantage motivée par la quête de la sécurité énergétique que par les préoccupations climatiques.

Limiter le gaspillage de carburant

Le carburant, en particulier l'essence et le gasoil, sont des produits de base qui sont devenus presque essentiels dans la vie moderne. Ils sont utilisés pour nos activités quotidiennes (déplacements, production d'électricité, petites et grandes industries, ...). Avec des mesures simples, il est possible de réduire la consommation de carburant pour faire des économies, et mieux encore, pour préserver la planète.

Des conseils pour réduire votre propre consommation de carburant peuvent être mis en pratique, avant de prendre la route et pendant la conduite. Ils concernent également la prise de décision concernant les déplacements. Avant même de prendre la route, il est important de garder votre véhicule en bon état. En effet, un moteur défectueux peut entraîner une consommation de carburant élevée. Il est donc important d'effectuer un entretien automobile à la date indiquée, de changer l'huile et de vérifier le niveau d'huile avant de prendre la route.

Outre le moteur, les pneus doivent être vérifiés pour une jauge optimale. Le manque d'air dans les pneus, le mauvais alignement des roues et leur usure sont des facteurs qui contribuent à l'augmentation de la consommation de carburant. Il est également conseillé d'alléger la voiture en la déchargeant de tous les objets inutiles, coffres et barres de toit qui ne vous sont pas utiles. Enfin, ne faites pas toujours le plein car le carburant alourdit également votre voiture.

Adopter l'éco-conduite

L'éco-conduite est une technique de conduite économe en carburant, écologique et économique adaptée aux motorisations actuelles. Ce mode de conduite préconise plusieurs mesures pour éviter de gaspiller du carburant. La première étape consiste à ralentir. Il est important de savoir que votre consommation augmente avec la vitesse à laquelle vous roulez. Il faut aussi anticiper le freinage, et surtout, rouler à vitesse constante. Il s'agit de freiner doucement et de passer à la vitesse supérieure le plus rapidement

possible. Vous devez vous rappeler de laisser une distance de sécurité suffisante entre vous et le véhicule qui vous précède afin de pouvoir ensuite accélérer progressivement sans combler l'espace entre celui-ci et vous. Par ailleurs, il est conseillé d'allumer la climatisation uniquement lorsque vous conduisez à vitesse moyenne, et non lorsque vous conduisez à basse vitesse. Et bien sûr, vous devez penser à couper le moteur lorsque vous êtes à l'arrêt prolongé, y compris dans les embouteillages.

Ne partez pas

Une autre façon d'économiser du carburant est de ne pas partir du tout, autrement dit, de limiter les déplacements inutiles en voiture. Vous pouvez également, lorsque c'est possible, choisir judicieusement les horaires de vos trajets en évitant les heures de pointe, puisque la consommation d'une voiture coincée

dans les embouteillages peut presque doubler. Aussi, même à l'arrêt, votre engin peut vous faire consommer du carburant. En effet, si vous le gardez en plein soleil, il mettra plus de temps à refroidir et une partie du carburant peut s'évaporer sous l'effet de la chaleur. Aussi, si vous êtes en ville, prenez les transports en commun, organisez le covoiturage avec vos proches. Avec vos collègues de travail qui habitent près de chez vous, vous pouvez organiser un horaire pour les déplacements communs, ce qui réduira les dépenses de carburant. Vous pouvez également limiter les petits déplacements, qui sont les plus chers. Pour les courts trajets, prenez le vélo ou allez-y à pied, et votre système cardiovasculaire vous en remerciera.



OLEODUC CULTUREL

Année 0 // No. 00001 // Oct 2024

SUPPLÉMENT DU MAGAZINE DE L'APPO - COPRODUIT AVEC LE VENEZUELA

Éditeurs : Carmen Fifamè Toudonou / Aníbal Márquez Muñoz



EDITORIAL

L'Oléoduc Culturel est un concept inscrit dans la vision humaniste du peuple du Venezuela concernant l'utilisation rationnelle de la ressource pétrolière. Sa genèse remonte à 2009 et découle de la présence généralisée du pétrole dans le sous-sol vénézuélien, de son exploitation intensive et des luttes séculaires pour l'équité dans la jouissance sociale de ce précieux pétrole non renouvelable.

L'oléoduc culturel alimente une nouvelle culture pétrolière dont l'essence préconise que, dans les canalisations utilisées pour transporter le pétrole conventionnel - avec le produit fossile lui-même - soit également transporté un composant intangible et fondamental. Sa formule : Pétrole + Culture.

Autrement, le pétrole serait transporté pour le dépouillement, la décomposition environnementale, etc., et non pour ce qu'il devrait être : du Pétrole pour la paix, le progrès économique, le bien-être collectif, la fraternité, l'union et la souveraineté énergétique des peuples du Sud.

Puisque ces buts constituent la Vision et les Objectifs de l'Organisation de Producteurs de Pétrole Africains (APPO), nous nous joignons à son élan éditorial en insérant dans son emblématique Magazine Institutionnel le "Supplément sur l'oléoduc Culturel", dont la conception et la diffusion conjointes atteignent - en temps utile - une connotation amoureuse et une dimension bicontinentale.

Oleoducto Cultural es un concepto inscrito en la visión humanista del pueblo de Venezuela acerca del aprovechamiento racional del recurso petrolero. Su génesis data del año 2009 y brota de la extendida presencia de petróleo en el subsuelo venezolano, su explotación intensiva y las centenarias luchas por equidad en el disfrute social de tan preciado aceite no renovable.

Oleoducto Cultural aviva una nueva cultura petrolera cuya esencia preconiza que, en las tuberías utilizadas para el transporte de petróleo convencional -junto al producto fósil propiamente dicho- se transporta además un intangible y fundamental componente. Su fórmula: Petróleo+Cultura.

De otra manera, se transportaría petróleo para el despojo, marchitamiento ambiental, etc., y no para el deber ser: Petróleo para la paz, progreso económico, bienestar colectivo, fraternidad, unión y soberanía energética de los pueblos del Sur Global.

Siendo que dichas miras son Visión y Objetivos de la Organización Africana de Productores de Petróleo (APPO), nos sumamos a su empuje editorial mediante insertar en su emblemática Revista Institucional el "Suplemento Oleoducto Cultural", cuya concepción conjunta y difusión alcanza -en buena hora- amorosa connotación y dimensión bicontinental.

DANS CE NUMÉRO

- Wangari Maathai : La vie et l'œuvre d'une militante engagée pour la planète
- Ressources naturelles, Puits de Carbone et Parcs Nationaux au Venezuela
- Le djembé : Le battement de cœur ancestral de l'Afrique
- À la découverte du Petro Tambour

EN ESTE NÚMERO

- Wangari Maathai: Vida y obra de una activista comprometida con el planeta
- Recursos naturales, Sumideros de Carbono y Parques Nacionales en Venezuela
- Djembe: El latido ancestral de África
- Descubriendo el Petro Tambour

OLEODUCTO CULTURAL

Año 0 // No. 00001 // Oct 2024

SUPLEMENTO DE LA REVISTA APPO - COPRODUCIDA CON VENEZUELA

Editores : Carmen Fifamè Toudonou / Aníbal Márquez Muñoz



Wangari Maathai : Vie et œuvres d'une militante engagée pour la planète

Carmen Fifamè Toudonou

Wangari Muta Maathai (1940-2011) est une activiste Kenyane qui a marqué son époque par son engagement pour la cause de la planète. Nous vous proposons un retour sur le parcours inspirant de la première femme africaine à se voir décerner le Prix Nobel de la paix.

Née le 1er avril 1940 à Ihithie au Kenya, Wangari Muta Maathai part étudier aux Etats-Unis et en Allemagne, après son baccalauréat obtenu en 1959. Après avoir obtenu plusieurs diplômes, elle revient dans son pays où elle est, en 1971, la première femme à obtenir son doctorat de vétérinaire en Afrique de l'Est. Nommée enseignante à l'université, elle se bat contre les discriminations hommes-femmes, et obtient ainsi l'égalité des salaires. L'année 1971 voit la création du Green Belt Movement (Mouvement de la Ceinture Verte) dont l'objectif est de



planter des arbres pour lutter contre la pauvreté. En effet, lors de ses années de recherche sur le terrain, la jeune femme établit le lien entre déforestation, érosion des sols et menaces sur la santé des troupeaux, l'agriculture, et par conséquent, la santé des populations. Aussi, démontre-t-elle que dans les régions rurales, les femmes manquent de bois, d'eau et de ressources alimentaires. Ainsi, pour elle, les questions de l'environnement, les problèmes de pauvreté et les conflits sont des causes liées. Mobilisant alors les Kenyans et surtout les Kenyanes au sein de son Mouvement, elle parvient à planter avec eux plus de 30 millions d'arbres, poussant également l'ONU à mettre en place une stratégie qui a permis de planter plus de 11 milliards d'arbres à travers le monde.

Engagement politique et héritage

A partir des années 1980, Wangari Maathai s'engage dans la lutte contre les abus du pouvoir politique. Mobilisée avec des citoyens de Nairobi, elle parvient à empêcher la suppression du parc Uhuru, poumon vert de la capitale, par les autorités qui souhaitaient y construire une tour. En 2002, elle est élue députée, et elle crée, l'année suivante, le Parti Vert Mazingira. Elle sera aussi nommée en 2003, et pour deux ans, Ministre déléguée à l'environnement. Elle obtient le Prix Nobel de la paix en 2004 : elle est la première femme africaine et la première écologiste à recevoir ce prix. Pour elle, ce prix vient récompenser à travers elle l'Afrique et notamment la femme africaine. Par la suite, elle a parcouru le monde pour des conférences sur l'environnement. Elle a été nommée première présidente du Conseil Économique et Social de l'Union Africaine. Infatigable militante des droits humains et de la cause environnementale, Wangari Maathai s'est éteinte le 25 septembre 2011 à l'âge de 71 ans. Elle avait trois enfants. Le monde garde en elle le souvenir de « la femme qui plantait des arbres ». Quant au Mouvement de la Ceinture Verte, il est devenu international, toujours fidèle à la formule du Dr Maathai : « Lorsque nous plantons des arbres, nous plantons les graines de la paix et de l'espoir ».

Richesses naturelles, Puits de Carbone et Parcs Nationaux

Observatoire National de la Crise Climatique

Une journée environnementale marquante a donné un ton important dans l'histoire des relations contemporaines entre l'Afrique et les continents emblématiques de notre planète. Nous faisons référence au «2^e Sommet des Trois Bassins Forestiers Tropicaux : Amazonie, Congo et Bornéo-Mékong Asie du Sud-Est» qui a eu pour principales promotrices - en octobre 2023 - les autorités environnementales de la République du Congo. La rencontre historique dirigée par notre Sud Global a soulevé - entre autres déterminants objectifs - la conservation des écosystèmes et des poumons de la planète susmentionnés, ainsi que l'importance de la collaboration internationale dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité. À l'invitation de la République africaine hôte susmentionnée - un pays qui est également le siège permanent de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO), dont le Venezuela est le seul pays membre non africain - les dirigeants et autorités gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, se sont retrouvés avec des représentants du secteur privé et des organisations sociales, pour renforcer l'alliance pour la défense des écosystèmes de l'Amazonie, du Congo et de l'Asie.

Une délégation de haut niveau conduite par le Ministre des Affaires étrangères et le chef du Ministère de l'Ecosocialisme était présente pour une participation notable au Venezuela. Le pays sud-américain a réaffirmé sa position



de construire un modèle économique capable de protéger l'environnement, en harmonie avec le nouvel ordre mondial multipolaire en cours de construction.

Les distorsions climatiques contemporaines constituent un visage

multifactoriel des attaques que subit notre planète, c'est pourquoi notre race humaine, en tant que cause de celles-ci, en raison de schémas organisationnels et économiques dépassés, s'est consacrée aux efforts pour les combattre. L'une des stratégies les plus efficaces pour y parvenir consiste à délimiter des zones spécifiques, présentant des particularités environnementales capables d'offrir des services écosystémiques qui contribuent à atténuer les processus inhérents aux crises climatiques. Ces zones délimitées sont des parcs nationaux, une formule qui a gagné en pertinence et en applicabilité dans le monde entier, compte tenu de sa viabilité.

Le Venezuela, compte tenu de son statut de pays producteur de pétrole et de principal pays possédant des réserves de pétrole sur la planète Terre, assume la tâche de - comme objectif du Plan national et notion définie de Révolution culturelle- promouvoir la conservation des systèmes naturels en synergie, avec pour objectif commun incontournable, de contribuer à sauver l'espèce humaine et à protéger la planète.

Au Venezuela, il existe 44 parcs nationaux, protégés par la figure de l'État comme « Zones sous régime d'administration spéciale » et gérés par l'Institut des parcs nationaux. Les immenses couvertures végétales qui font partie de l'Amazonie vénézuélienne - en particulier au sud du bassin de l'Orénoque - représentent des réservoirs naturels de biodiversité. Ainsi, les parcs nationaux tels que Canaima, Parima-Tapirapecó ou Caura jouent un rôle fondamental dans le récit national et international qui promeut la protection de ces espaces dans leur rôle d'authentiques puits de carbone et réservoirs de l'une des plus grandes richesses naturelles du monde tel que nous le connaissons.

Le Djembe : Battement de cœur ancestral de l'Afrique

Babacar Dieng

Le djembé, l'un des tambours les plus représentatifs d'Afrique de l'Ouest, n'est pas qu'un simple instrument de musique. Son histoire est imprégnée d'une riche tradition culturelle qui se connecte à l'âme du continent, aux arbres majestueux et aux voix ancestrales qui résonnent à travers les siècles.



Ce tambour trouve ses racines dans l'Empire du Mali, vaste royaume qui dominait l'Afrique de l'Ouest entre le XIII^e et le XVI^e siècle. Le djembé était une pièce maîtresse des rituels sociaux et spirituels des tribus mandingues, originaires du Mali et de la Guinée actuels.

Forgé à partir de lenké ou d'acajou, le djembé symbolise le lien entre la nature africaine et ses habitants. Ces arbres centenaires fournissent le matériau qui donne vie aux tambours, tandis que les peaux d'animaux tendues sur la bouche du tambour imitent le souffle vital de la faune africaine.

En frappant le djembé, les musiciens invoquent les esprits de la nature, rendant hommage aux ancêtres et cherchant conseil auprès de leurs sages voix.

Le djembé avait une fonction communicationnelle essentielle : selon le rythme et les touches, des informations clés pouvaient être transmises à la communauté, l'arrivée d'un roi, la naissance d'un enfant, une femme donnant naissance, ou des avertissements urgents, comme la morsure d'un serpent. Chaque son portait un message clair, faisant du djembé un outil indispensable dans la vie quotidienne entre les villages.

Le djembé arrive au Sénégal dans le cadre de l'expansion culturelle et de la migration des traditions du peuple Mandingue à travers l'Afrique de l'Ouest. Durant la splendeur du royaume du Mali, la musique et le djembé se sont répandus dans d'autres communautés. Au fur et à mesure du déclin de l'empire, le djembé a conservé sa pertinence culturelle dans d'autres groupes ethniques sénégalais tels que les Wolofs, les Sérères et les Toucouleurs.

L'une des façons dont le djembé s'est consolidé au Sénégal a été grâce aux griots : des conteurs et musiciens traditionnels qui sont les gardiens de l'histoire orale de leurs communautés, préservant les généalogies et les exploits de leur peuple à travers la musique et les mots.

De plus, le commerce transsaharien qui reliait diverses régions d'Afrique a facilité l'arrivée du djembé, car les marchands et les voyageurs apportaient avec eux des éléments culturels tels que des tambours.

L'île de Gorée, connue pour être un point clé de la traite transatlantique des esclaves, ajoute une dimension poignante à cette histoire. De ses côtes, d'innombrables Africains ont été arrachés à leurs terres pour être emmenés comme esclaves dans différentes régions du monde. Dans ce contexte, les tambours comme le djembé sont devenus des symboles de résistance et de préservation culturelle. Grâce au tambour, les esclaves et leurs descendants gardaient vivant même dans les moments les plus sombres leur lien avec l'Afrique, son histoire, ses dieux. A Gorée, les vibrations du djembé résonnent comme des échos de liberté, en souvenir de ceux qui ont été emmenés au loin, mais qui n'ont jamais oublié leur foyer. Le djembé reste un puissant symbole d'unité et de résistance culturelle, tant en Afrique que dans la diaspora. L'histoire de ce tambour est l'histoire de l'Afrique elle-même, aussi profonde que celle des arbres qui le nourrissent et continuent de transmettre ses histoires à travers les générations.

À la découverte du Petro Tambour

Fondation Grupo Madera // Noel Márquez

La Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela établit que nous sommes une nation multiethnique et multiculturelle. Une telle vision reconnaît la contribution culturelle de Mama Africa à la formation de notre idiosyncrasie issue de l'esclavage de millions de personnes arrachées au continent africain et qui, aujourd'hui, font partie de notre patrie libre, souveraine et indépendante.

Le tam-tam est une des traces de la spiritualité africaine dans la formation de notre identité nationale. Les tam-tams avec lesquels nous exécutons les rythmes, les chants et les danses montrent la présence ancestrale de notre résistance culturelle.

Le projet Petrotambor développé par la Fondation Grupo Madera est une contribution à l'expression de notre patrimoine africain. Il s'inscrit dans la notion "d'Économie Culturelle" et consiste en la fabrication d'instruments de musique à percussion à partir de matières premières issues de notre industrie pétrolière et pétrochimique, afin de massifier l'utilisation des tam-tams dans divers programmes sociaux, éducatifs et culturels à travers l'étude et l'exécution de la diversité des rythmes, chants et danses d'origine et de racines africaines.

Le Petro Tambour est un produit profondément écologique puisqu'aucun arbre n'est abattu lors de sa construction, protégeant ainsi la nature de la désertification et du réchauffement climatique. De par sa conception et sa construction, il possède une qualité sonore extraordinaire et permet de jouer fidèlement les différents rythmes de la musique et de la culture d'origine africaine. Il convient de noter qu'il s'agit du seul système existant dans le pays qui permet la production d'instruments de musique à percussion à grande échelle et rapidement.

Avec nos Petro Tambours, nous avons conçu une proposition visant à structurer un Réseau d'Activation Socioculturelle destiné aux enfants, aux jeunes, aux adolescents et aux adultes comme alternative à l'organisation communautaire, à travers l'interprétation de musique populaire afro-venezuelienne. De cette manière, nous permettons l'utilisation créative du temps libre des participants pour développer des activités éducatives - pour eux-mêmes et pour la communauté - en devenant des agents participatifs et leaders de prévention sociale et de diffusion culturelle, ainsi que des acteurs de première ligne de défense de l'Identité Nationale.

En résumé, notre Sud est de satisfaire le besoin des communautés populaires de disposer d'instruments de musique de qualité et à faible coût qui leur permettent de structurer et d'organiser des projets socioculturels durables, en renforçant les valeurs de camaraderie, de création collective, de travail et de solidarité pour privilégier les conditions matérielles et spirituelles de l'existence de tous les habitants de la République Bolivarienne du Venezuela.

Le Projet Petrotambor est donc une réponse concrète à la nécessité de reconnaître et de stimuler le renforcement de l'héritage, des apports et de la présence de la culture d'origine africaine dans notre pays, ainsi que de renforcer les relations socioculturelles ancestrales d'amitié et de fraternité entre les peuples de l'Afrique et du Venezuela.



Wangari Maathai: Vida y obras de una activista comprometida con el planeta

Carmen Fifamè Toudonou

Wangari Muta Maathai (1940-2011) es una activista keniana que marcó su época con su compromiso con la causa del planeta. Le ofrecemos una mirada retrospectiva sobre la inspirante trayectoria de la primera mujer africana en recibir el Premio Nobel de la Paz.

Nacida el 1 de abril de 1940 en Ihithie, Kenia, Wangari Muta Maathai cursó estudios en Estados Unidos y en Alemania, después de obtener su bachillerato en 1959. Tras obtener varios diplomas, regresó a su país donde, en 1971, fue la primera mujer que obtiene el doctorado de veterinaria en África del Este. Nombra profesora en la universitaria, lucha contra la discriminación de género y obtiene así la igualdad de salarios. El año 1971 vio la creación del Movimiento Cinturón Verde, cuyo objetivo era plantar árboles para luchar contra la pobreza. De



hecho, durante sus años de investigación sobre el terreno, la joven establece un vínculo entre la deforestación, la erosión del suelo y las amenazas a la salud de los rebaños, la agricultura y, por siguiente, la salud de las poblaciones. También, demuestra que en las regiones rurales las mujeres carecen de madera, agua y alimentos. Así, para ella, las cuestiones medioambientales, los problemas de pobreza y los conflictos son causas vinculadas. Luego, movilizando a los kenianos y especialmente a las mujeres kenianas dentro de su movimiento, logró plantar con ellos más de 30 millones de árboles, presionando también a la ONU para que implementara una estrategia que permitió plantar más de 11 mil millones de árboles en todo el mundo.

Compromiso político y legado

A partir de los años 1980, Wangari Maathai se dedicó a la lucha contra el abuso del poder político. Movilizada con los ciudadanos de Nairobi, logró impedir la supresión del parque Uhuru, pulmón verde de la capital, por parte de las autoridades que deseaban construir una torre. En 2002 fue elegida diputada y al año siguiente creó el Partido Verde Mazingira. También será nombrada en 2003, y por dos años, Ministra Delegada para el Medio Ambiente. Ganó el Premio Nobel de la Paz en 2004: es la primera mujer africana y la primera ambientalista en recibir este premio. Para ella, este premio es un reconocimiento a África y, en particular, a las mujeres africanas a través de ella. Posteriormente, viajó por el mundo para asistir a conferencias sobre medio ambiente. Fue nombrada primera presidenta del Consejo Económico y Social de la Unión Africana. Wangari Maathai, incansable activista medioambiental y de derechos humanos, murió el 25 de septiembre de 2011 a la edad de 71 años. Tuvo tres hijos. El mundo guarda en ella el recuerdo de "la mujer que plantó árboles". En cuanto al Movimiento del Cinturón Verde, se ha vuelto internacional, siempre fiel a las palabras de la Dra. Maathai: «Cuando sembramos árboles, sembramos semillas de paz y esperanza».

Riquezas naturales, Sumideros de Carbono y Parques Nacionales

Observatorio Nacional de la Crisis Climática

Una notable jornada ambientalista marcó relevante pauta en el histórico de las relaciones contemporáneas entre África y emblemáticos continentes de nuestro planeta. Nos referimos a la "2da. Cumbre de las Tres Cuencas de Bosques Tropicales: Amazonas, Congo y Borneo-Mekong Sudeste Asiático" que tuvo como principal promotora -en octubre de 2023- a las autoridades del Medio Ambiente de la República del Congo. La histórica reunión liderada por nuestro Sur Global planteó -entre otros determinantes objetivos- la conservación de los mencionados ecosistemas y pulmones del planeta, así como evidenciar la importancia de la colaboración internacional en la preservación del ambiente y la biodiversidad. Atendiendo la invitación de la citada República africana anfitriona -país que también es Sede Permanente de la estratégica Organización Africana de Productores de Petróleo (APPO), de la que Venezuela es el único país Miembro no africano- se hicieron presentes líderes de Gobierno y Autoridades de África, América Latina y Sudeste asiático, junto a representantes del Sector privado y Organizaciones Sociales, para reforzar la alianza en defensa de los ecosistemas de Amazonas, Congo y Asia.

Por Venezuela tuvo presencia y destacada participación una delegación de alto nivel liderada el Ministro de Relaciones Exteriores y el titular del Ministerio de Ecosocialismo. El país suramericano reafirmó su posición de



construir un modelo económico que pueda proteger el ambiente, en armonía con el nuevo Orden Mundial Multipolar que actualmente se construye. Las distorsiones climáticas contemporáneas constituyen cara multifactorial de los embates

que atraviesa nuestro planeta por lo que, nuestro Género Humano como causal de éstas por caducos esquemas organizativos y economicistas, se ha abocado a los esfuerzos por combatirlas.

Una de las estrategias que han resultado más efectivas para hacerlo es delimitar áreas específicas, con particularidades ambientales capaces de ofrecer servicios ecosistémicos que ayuden a mitigar procesos inherentes a las crisis de clima. Esas áreas delimitadas son los Parques Nacionales, una figura que ha tomado relevancia y aplicabilidad en todo el mundo, dada su viabilidad.

Venezuela dada su condición de país productor de petróleo y principal país con reservas petroleras del planeta Tierra, asume la tarea de -en tanto Objetivo del Plan país y definida noción de Revolución Cultural- propiciar la conservación de los sistemas naturales en sinergia con el ineludible propósito común de contribuir a salvar la Especie humana y proteger al planeta.

En Venezuela existen 44 Parques Nacionales, protegidos por la figura Estatal de "Área Bajo Régimen de Administración Especial" y gestionados por el Instituto Nacional de Parques. Las inmensas coberturas vegetales que se encuadran dentro de la Amazonía de Venezuela -especialmente al Sur de la Hoya hídrica del río Orinoco- representan contenedores naturales de biodiversidad. De allí que, Parques Nacionales como Canaima, Parima-Tapiapé o Caura jueguen un rol fundamental dentro de la narrativa nacional e internacional que fomenta la protección de estos espacios en su rol de auténticos sumideros de carbono y reservorios de una de las mayores riquezas naturales del mundo, tal y como lo conocemos.

Djembe : Latido Ancestral de África

Babacar Dieng

El djembe, uno de los tambores más representativos de África occidental, no es solo un instrumento musical. Su historia está impregnada de una rica tradición cultural que conecta con el alma del continente, los majestuosos árboles y las voces ancestrales que resuenan a través de los siglos.



Este tambor tiene sus raíces en el Imperio de Malí, vasto reino que dominó el oeste africano entre los siglos XIII y XVI. El djembe era una pieza central en los rituales sociales y espirituales de las tribus mandinga, originarias del actual Mali y Guinea. Forjado a partir de los árboles lenke o caoba, el djembe simboliza la conexión entre la naturaleza africana y sus habitantes. Estos árboles milenarios, proporcionan el material que da vida a los tambores, mientras que

las pieles de animales tensadas sobre

la boca del tambor emulan el aliento vital de la fauna africana. Al golpear el djembe, los músicos invocan a los espíritus de la naturaleza, rindiendo homenaje a los ancestros y buscando la guía de sus sabias voces.

El djembe tenía una función comunicativa esencial: según el ritmo y toques se podía transmitir información clave a la comunidad, la llegada de un rey, el nacimiento de un niño, una mujer dando a luz, o advertencias urgentes, como la picadura de una serpiente. Cada sonido llevaba un mensaje claro, haciendo del djembe una herramienta vital en la vida cotidiana entre pueblo y pueblo.

El djembe llega a Senegal como parte de la expansión cultural y migración de las tradiciones del pueblo mandinga a lo largo de África Occidental. Durante el esplendor del reino de Malí la música y el djembe, se difundieron a otras comunidades. A medida que el imperio fue decayendo, el djembe mantuvo su relevancia cultural en otras etnias senegalesas como los Wolof, Serer y Toucouleur.

Una de las formas en que el djembe se consolidó en Senegal fue a través de los griots: Narradores y músicos tradicionales guardianes de la historia oral de sus comunidades, preservando las genealogías y hazañas de sus pueblos a través de la música y la palabra.

Además, el comercio transahariano que conectaba diversas partes de África facilitó la llegada del djembe, ya que mercaderes y viajeros llevaban consigo elementos culturales como los tambores.

La Isla de Gorée, conocida por ser un punto clave en la trata transatlántica de esclavizados, añade una dimensión conmovedora a esta historia. Desde sus costas, innumerables africanos fueron arrancados de su tierra para ser llevados a distintas regiones del mundo como esclavizados. En ese contexto, los tambores como el djembe se convirtieron en símbolos de resistencia y preservación cultural. A través del tambor, los esclavizados y sus descendientes mantenían viva su conexión con África, su historia, sus dioses, incluso en los momentos más oscuros. En Gorée, las vibraciones del djembe resuenan como ecos de libertad, recordando a quienes fueron llevados lejos, pero jamás olvidaron su hogar. El djembe sigue siendo un poderoso símbolo de unidad y resistencia cultural, tanto en África como en la diáspora. La historia de este tambor es la historia de África misma, profunda como la de los árboles que lo alimentan y siguen transmitiendo sus historias a través de las generaciones.

Descubriendo el Petro Tambour

Fundación Grupo Madera // Noel Márquez

La Constitución de la República Bolivariana de Venezuela establece que somos una nación Multiétnica y pluricultural. Tal visión reconoce el aporte cultural de Mama África a la conformación de nuestra idiosincrasia derivado de la esclavización de millones de personas arrebatadas del Continente africano y que, hoy forman parte de nuestra patria libre y soberana.

El Tambor es una de las huellas de la espiritualidad africana en la conformación de nuestra identidad nacional. Los tambores con los que ejecutamos ritmos, cantos y bailes, evidencian la presencia ancestral de nuestra resistencia cultural.

El Proyecto Petrotambor desarrollado por la Fundación Grupo Madera es un aporte a la expresión de nuestra herencia africana. Se inserta en la noción de "Economía Cultural" y, consiste en la fabricación de instrumentos musicales de percusión utilizando materia prima proveniente de nuestra industria petrolera y petroquímica, para masificar el uso de tambores en diversos programas sociales, educativos y culturales a través del estudio y ejecución de la diversidad de ritmos, cantos y bailes de origen y raíz africana.

El PetroTambor es un producto profundamente ecológico ya que, en su construcción no se talan árboles, protegiendo a la naturaleza de la desertificación y el calentamiento global. Por su diseño y forma constructiva, dispone de extraordinaria calidad sonora y permite ejecutar fielmente los diversos ritmos de la música y cultura de origen africano. Destaca que, es el único sistema existente en el país que permite la producción de instrumentos musicales de percusión en gran escala y rapidez.

Con nuestros PetroTambores diseñamos una propuesta orientada a estructurar una Red de Activación Sociocultural dirigida a niños, jóvenes, adolescentes y adultos como una alternativa para la organización comunitaria a través de la ejecución de música popular afrovenezolana. De tal manera, posibilitamos el uso creativo del tiempo libre de los participantes para desarrollar actividades edificantes -para sí mismos y para la comunidad- constituyéndose en agentes participativos y protagónicos de prevención social y difusión cultural, así como en actores de primera línea de la defensa de la Identidad Nacional.

En síntesis, nuestro SUR es satisfacer la necesidad de las comunidades populares de tener instrumentos musicales de calidad y bajo costo que, les permita estructurar y organizar proyectos socioculturales sostenibles, fortaleciendo los valores del compañerismo, la creación colectiva, el trabajo y la solidaridad para favorecer condiciones de materiales y espirituales de existencia de todos los habitantes de la República Bolivariana de Venezuela.

El Proyecto Petrotambor es pues, una respuesta concreta a la necesidad de reconocer y estimular el fortalecimiento de la herencia, aportes y presencia de la cultura de origen africano en nuestro país, así como fortalecer las ancestrales relaciones socioculturales de amistad y fraternidad entre los pueblos de África y Venezuela.

